

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 29 MARS 2011

DINSDAG 29 MAART 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 16 par Mme Liesbeth Van der Auwera, présidente.

01 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'accord UE-Mercosur et ses impacts sur l'élevage en Europe" (n° 3499)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Le commissaire européen Karel De Gucht, a relancé les négociations entre l'Union européenne et le Mercosur (Communauté économique des pays de l'Amérique du Sud) en vue d'un accord de libéralisation des échanges commerciaux. Les produits alimentaires et les matières premières agricoles sont particulièrement visés.

L'ouverture des marchés met les agricultures en concurrence, mais ces pays n'ont pas les mêmes protections sociales ou exigences environnementales que chez nous. Le Parlement européen a demandé à la Commission de s'abstenir de concessions susceptibles de nuire à l'agriculture européenne.

Vous êtes-vous exprimée sur ce sujet lors du récent Conseil européen de l'Agriculture? Comment comptez-vous défendre notre agriculture et la sécurité alimentaire européenne?

01.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Le dossier a été évoqué à plusieurs reprises au Conseil européen des ministres de l'Agriculture et, chaque fois, j'ai exprimé le point de vue de la Belgique.

Notre pays est préoccupé par les conséquences possibles de ce projet d'accord sur l'agriculture européenne. Le 17 mars dernier, j'ai demandé que la Commission s'assure que les négociations n'affaibliront pas la position européenne lors des négociations OMC. J'ai aussi demandé au commissaire concerné d'informer et de consulter plus régulièrement le Conseil des ministres de l'Agriculture dans ce cadre. Enfin, j'ai demandé que la Commission analyse l'impact des offres commerciales sur les secteurs de production et pour les régions européennes.

La Commission manifeste la volonté de faire aboutir ce dossier, qui ne dépend pas directement du Conseil européen des ministres de l'Agriculture mais plutôt du Conseil affaires générales et relations internationales.

J'avais écrit au commissaire européen Karel De Gucht afin de l'alerter sur les conséquences d'un tel accord pour l'avenir des exploitations agricoles familiales de notre pays.

Au Conseil européen des ministres de l'Agriculture, je continuerai, avec les autres collègues, à insister auprès du commissaire Dacian Cioloş pour qu'il défende les intérêts de l'agriculture européenne. Vingt pays sont préoccupés par cette problématique.

01.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): La majorité des États membres sont donc soucieux de ne pas porter atteinte à l'élevage.

Les documents de base de l'Union exigent une cohérence des politiques. Il faut insister pour respecter cette cohérence, et éviter que la mise en place d'une politique de répartition territoriale visant au maintien de l'agriculture en Europe soit battue en brèche par des politiques commerciales qui mettent à mal ce secteur et nous rendent encore plus dépendants de matières agricoles importées. C'est contraire aux recommandations de la FAO. Les Nations Unies défendent de plus en plus la re-localisation de l'agriculture.

L'incident est clos.

02 **Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la décision du Conseil agricole du 17 mars sur le non-plafonnement des paiements directs" (n° 3544)**

02.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Certaines organisations agricoles ont vivement réagi à la position du Conseil européen contre la proposition de la Commission de plafonner les aides aux plus grands exploitants, sous le prétexte de la compétitivité. La répartition des aides restera largement à l'avantage des grosses exploitations et favorisera leur agrandissement alors que, selon la note du commissaire Dacian Cioloş, une meilleure répartition territoriale ainsi qu'un soutien aux petites exploitations sont nécessaires.

En outre, il est étrange d'invoquer la compétitivité alors que les prix agricoles sont fixés au niveau mondial, qu'ils sont inférieurs au coût de production européen et que l'on complète le revenu – y compris le revenu de ceux qui s'en sortent le mieux – par des paiements directs. Cette disposition rendra la compétition entre exploitations européennes encore plus dure, aux dépens des petites exploitations qui vont continuer à disparaître, pesant ainsi sur l'emploi dans le secteur.

Quels sont les États membres qui ont opposé ce refus? Quelle est la position que vous avez défendue au nom de la Belgique?

02.02 **Sabine Laruelle**, ministre (*en français*): Au dernier Conseil agricole, des propositions de conclusions ont été avancées. Au nom de la Belgique, j'ai soutenu les conclusions de la présidence, vu la position des Régions. Pourtant, j'estime que nous aurions pu insister sur des points comme la volatilité des prix ou la stabilité des réformes nécessaires.

Cela dit, aucun pays n'a obtenu tout ce qu'il souhaitait. Néanmoins, les ministres de l'Agriculture ont estimé important que le plus de pays possible se rallient aux conclusions de la présidence afin de donner un signal aux agriculteurs européens. Ainsi, nous avons pu ramener la Pologne dans le camp du soutien: il était essentiel qu'un grand pays nous rejoigne.

En ce qui concerne le plafonnement, la Belgique n'y est absolument pas opposée. Cependant, il est moins difficile d'être pour le plafonnement dans notre pays vu que 95 % des aides y sont inférieures à 100 000 euros: un plafonnement à 300 000 euros n'aurait eu quasiment aucun impact en Belgique. En revanche, le Royaume-Uni ou la Tchéquie disposent d'exploitations de plusieurs centaines ou milliers d'hectares. Ces pays estiment donc impossible ce plafonnement.

Évidemment, un plafonnement donnerait plus de crédibilité à la PAC, tant à l'égard des citoyens que des petits agriculteurs.

Malheureusement, l'Allemagne, la Tchéquie, la Slovaquie, le Royaume-Uni, le Danemark, la Roumanie, les Pays-Bas et la Slovénie se sont opposés à l'idée du plafonnement, la Pologne, la Lituanie et la Suède se montrant sceptiques; la Pologne a proposé de mettre en place un système de paiements dégressifs et cette piste sera analysée.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Il devient peu légitime de continuer à aider de très grosses exploitations. Le fait que les paiements doivent aller aux agriculteurs actifs est, selon moi, très important.

Plutôt que de la dégressivité, je pense qu'il faut un système où l'on traite autrement un exploitant à petite échelle. Nous devons conserver le réseau des petits exploitants, pour des raisons sociales et de gestion environnementale. Celle-ci est meilleure lorsqu'il y a une connaissance du terroir précise.

02.04 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Cela reste à prouver! Ce n'est donc pas un argument. L'argument est que, si l'on dit que c'est un soutien au revenu, il faut suivre!

L'incident est clos.

03 Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "une compensation de revenus accordée aux indépendants en cas de travaux publics et le Fonds de participation" (n° 3584)

03.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Conformément à la loi, une compensation de revenus est accordée aux indépendants en cas de travaux publics. Initialement, le paiement de ces compensations était confié à un fonds alimenté par les entrepreneurs. Depuis une modification apportée en 2009, elles sont versées par le Fonds de participation, qui a reçu à cet effet une dotation d'un million d'euros. Entre 2007 et 2010, toutefois, le nombre de demandes a connu une croissance spectaculaire: en 2010, 1 921 000 euros auraient déjà été versés et il reste toujours 404 000 euros à payer.

Ces chiffres sont-ils exacts? Comment le montant d'un million d'euros sera-t-il adapté? Dans la perspective des élections communales, de très nombreux travaux s'annoncent probablement.

03.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Les compensations de revenus sont versées chaque dixième jour du mois, même si une longue période de fermeture est prévue. Le montant de 404 106 euros se rapporte à des compensations budgétisées mais non encore échues, qui seront encore versées aux indépendants ayants droit. Les compensations de 2010 – 1 921 655 euros au total – ont été financées au moyen du solde des contributions des maîtres d'ouvrage à concurrence de 391 016 euros, par la dotation de l'État à hauteur de 1 015 000 euros et par le Fonds de participation pour le montant restant. Aucun problème ne se pose, dès lors.

Le gouvernement évalue chaque année le montant de la dotation qui est allouée au Fonds de participation pour ces compensations. J'ai l'intention de soumettre une évaluation de l'incidence budgétaire de cette mesure au Conseil des ministres du 8 avril 2011.

03.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Je me réjouis que les compensations seront en tout cas versées pour 2010. Pour 2011, il conviendra peut-être de dégager 2 à 3 millions d'euros. Comment la ministre procédera-t-elle?

03.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Je sou mets l'évaluation le mois prochain au Conseil des ministres. Lors de l'ajustement budgétaire de juillet, nous examinerons le budget du Fonds de participation.

Il faut rappeler clairement que la compensation est un droit. Tout indépendant qui est victime de nuisances

bénéficiera en tout état de cause d'une compensation.

03.05 Karel Uyttersprot (N-VA): J'espère que cette compensation sera réglée assez rapidement.

03.06 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Des paiements sont effectués tous les dixièmes jours du mois.

L'incident est clos.

03.07 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Je ne puis pas encore répondre à la question n° 3629 parce que je n'ai pas encore reçu les statistiques.

03.08 Karel Uyttersprot (N-VA): Je suis disposé à accepter que ma question soit reportée après les vacances de Pâques ou qu'elle soit transformée en question écrite.

03.09 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Je répondrai à cette question écrite le plus rapidement possible. Si cette question n'a pas encore reçu de réponse après les vacances de Pâques, j'autorise par avance M. Uyttersprot à me la poser oralement.

En guise de réponse à la question n° 3693, je fournirai ma réponse à la récente question écrite n° 87 de M. Logghe. Je fournirai également une réponse écrite au nouvel élément dans la question de M. Uyttersprot.

03.10 Karel Uyttersprot (N-VA): Je recevrai donc une réponse écrite aux trois questions?

03.11 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Oui.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Muriel Gerken à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la fermeture du Musée d'Art moderne de Bruxelles" (n° 3437)

04.01 Muriel Gerken (Ecolo-Groen!): La fermeture au public de la section Art moderne des Musées royaux des Beaux-arts de Bruxelles pour cause de rénovation a suscité de nombreuses réactions. Sa réouverture n'est prévue que pour le mois de février 2012, mais sa vocation pourrait changer du tout au tout.

Le conservateur en chef, M. Michel Draguet, aurait décidé d'occuper les salles destinées à l'art moderne et contemporain par des œuvres de la fin du XIX^e siècle (notamment celles de la collection Gillion-Crowet, dont la Région bruxelloise, propriétaire par dation, conditionnerait le transfert de propriété au Musée à leur exposition dès 2012).

La section d'art moderne et contemporain serait envoyée dans les anciens magasins Vanderborcht (actuel Dexia Art Center). Dans les faits, rien ne garantit qu'en février 2012 ceux-ci seront prêts, ni qu'ils seront adaptés à cette fonction.

La fermeture de la section d'art moderne et contemporain a-t-elle effectivement été décidée par la seule volonté du conservateur? Cautionnez-vous cette décision?

Il faut pour Bruxelles un projet auquel tout le monde puisse adhérer.

Avez-vous élaboré une stratégie pour le long terme avec M. Draguet ou le comité de gestion? Un musée d'art moderne et d'art contemporain a également un rôle d'éducation, de recherche scientifique et de collection. Qu'est-il prévu pour maintenir ces collections à la disposition du public?

04.02 Sabine Laruelle, ministre (en français): Les établissements scientifiques fédéraux sont des services

d'État à gestion séparée qui disposent d'une autonomie de gestion. À intervalles réguliers, on évalue la réalisation, par le directeur général des musées, des missions de son établissement. L'arrêté royal du 2 août 2002 énumère parmi les missions des musées la présentation et la mise en valeur pour le public d'un choix des collections.

J'ai demandé au directeur général de m'envoyer avant la fin du mois de mars 2011 tous les éléments dont il dispose quant à la réalisation des expositions temporaires. Je veillerai à ce que les œuvres d'art moderne soient montrées au grand public.

Une sélection d'œuvres, visible du 25 mars au 26 juin, vient d'être aménagée dans le patio des Musées royaux des Beaux-arts. Je veillerai à ce qu'après le 26 juin, le visiteur puisse continuer à avoir accès aux collections d'art moderne.

Je soutiens les efforts pour doter Bruxelles, capitale de notre pays mais aussi capitale européenne, d'un musée d'art moderne. Celui-ci constituerait un pôle d'attraction dans un bâtiment attractif sur le plan architectural. Cela doit se faire en synergie avec les différents niveaux de pouvoir. En affaires courantes, il n'est pas toujours évident de lancer de grands projets ou des partenariats publics. Un certain nombre de contacts sont pris malgré tout.

04.03 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Parmi nos artistes belges modernes dont des œuvres sont exposées aux Musées royaux des Beaux-Arts, certains ne sont pas connus, mais se situent au croisement de deux époques au cours desquelles nous avons été prolifiques. Il est donc important que ces œuvres puissent être vues.

Il est possible de conclure avec les directeurs des institutions une exigence de programmation et de garantie d'accès aux œuvres.

M. Draguet gère à la fois les Musées royaux des Beaux-Arts et les Musées royaux d'Art et d'Histoire du Cinquantième. J'aimerais connaître les limites qui lui sont imposées, malgré l'autonomie de gestion. Selon moi, il faudra soit modifier les magasins Vanderborcht, soit créer un nouveau musée, et cela prendra des années.

04.04 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): La création d'un nouveau musée dépasse le cadre de l'autonomie de gestion. Lorsqu'on rénove une salle, ce n'est pas le gestionnaire qui décide de la somme que la Loterie ou le ministre doit attribuer. Mais ce n'est pas au ministre de décider que telle salle doit exposer telle ou telle œuvre. L'accès au public est un des objectifs majeurs du mandat de M. Draguet. Il conviendra d'effectuer des évaluations et d'analyser si l'objectif a été ou non atteint.

Ce n'est pas moi, c'est M. Draguet qui décide des œuvres à exposer à tel ou tel étage du musée Magritte.

04.05 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): D'où mon inquiétude au sujet des propos de M. Draguet. Quel rôle pouvez-vous assumer en tant que ministre de tutelle? Pour quand l'évaluation de M. Draguet est-elle prévue?

04.06 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Pour les Beaux-Arts, c'est ces jours-ci. Pour les Musées royaux d'Art et d'Histoire, M. Draguet est directeur ad interim. Les procédures sont terminées, mais les affaires courantes nous empêchent d'avancer dans les nominations. Pour l'Institut royal du Patrimoine artistique, il faudra remplacer Mme Serck, qui part à la retraite. Je nommerai là aussi un intérimaire et ce ne sera pas M. Draguet.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Linda Musin au ministre du Climat et de l'Énergie sur "une éventuelle prolongation des délais de mise en conformité des ascenseurs aux nouvelles normes" (n° 3102)

05.01 Linda Musin (PS): L'arrêté royal du 9 mars 2003 prévoit que le gestionnaire, souvent la copropriété, veille aux conditions de sécurité de l'utilisation de l'ascenseur. Deux annexes de ce texte énoncent les

précisions techniques des mesures minimales exigées et les délais à respecter concernant les analyses de risques à faire régulièrement. Un arrêté royal du 17 mars 2005 a prolongé les délais prévus.

Aujourd'hui, des syndic et des copropriétaires font état de rumeurs qui feraient croire que les délais pour effectuer ces mesures pourraient être à nouveau prolongés de trois ans. Les travaux à effectuer représentent un gros budget. Entre attermoissements passés et rumeurs actuelles, les incertitudes sont réelles.

Que compte faire le gouvernement pour fournir une information complète en cette matière?

05.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Mes services ont élaboré un projet de modification de l'arrêté royal du 9 mars 2003 sur la sécurité des ascenseurs, d'une part pour l'aligner sur la nouvelle directive européenne et, d'autre part, pour l'améliorer en tenant compte des remarques de toutes les parties prenantes.

Le projet de modification est actuellement à la commission de la Sécurité des consommateurs pour avis, mais aucune modification des délais n'y est prévue.

L'incident est clos.

06 Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le contrôle des prix de l'énergie" (n° 3525)

06.01 Bert Wollants (N-VA): La CREG statuera sur la question de savoir si les augmentations de prix auxquelles les fournisseurs d'énergie procèdent sont justifiées ou non. C'est elle qui aura en la matière le dernier mot. Mon parti ainsi que la Commission européenne sont sceptiques à cet égard.

Selon l'arrêt Federutility, une mesure de ce type ne peut être utilisée que comme un moyen d'action temporaire. La présente proposition comporte-t-elle effectivement une date d'échéance. Des propositions ont-elles été préparées en ce qui concerne les mesures ayant trait à la concurrence?

06.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Cette mesure sera limitée dans le temps puisqu'elle arrivera à échéance le 31 décembre 2014. Six mois avant cette date, un rapport d'évaluation sera établi puis cette mesure sera éventuellement prolongée pour une période de 3 ans. Ce système permettra d'accroître la transparence des prix de l'énergie et de réduire leur volatilité.

La méthode de calcul de tous les contrats variables de chaque fournisseur sera introduite dans une banque de données constituée auprès du régulateur. Ensuite, le régulateur contrôlera le calcul effectué par le fournisseur. Il contrôlera également si les prix sont indexés au maximum quatre fois par an. En cas d'augmentation des prix non provoquée par une indexation, le fournisseur devra justifier le bien-fondé de cette augmentation. S'il n'y réussit pas, tout ou partie de l'augmentation planifiée pourra être rejetée.

Dans le but de promouvoir la compétitivité, je demande depuis 2008 à l'exploitant nucléaire de verser une contribution annuelle de 250 millions d'euros. Le gouvernement a chargé la Banque nationale de recalculer la rente de l'année en cours en vue d'envisager une nouvelle taxe sur le combustible utilisé. Les autres charges sur les prix de l'énergie ne relèvent pas de mon domaine de compétences.

06.03 Bert Wollants (N-VA): Nous sommes favorables à un écrémage renforcé de la rente nucléaire en tant qu'une des mesures visant à augmenter la concurrence sur le marché. Je pense cependant que d'autres mesures seront également nécessaires.

L'incident est clos.

07 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'aide du CEN au

Japon" (n° 3569)

07.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Le Centre d'étude de l'énergie nucléaire a adressé une note au ministre concernant l'aide qu'il pourrait apporter au Japon frappé par une grave catastrophe nucléaire.

Quel est le contenu de cette note? Quel est le point de vue du ministre? En quoi notre pays peut-il se rendre utile?

07.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): J'ai demandé au CEN s'il pouvait participer à un programme d'aide international au Japon. Le CEN peut apporter son aide pour évaluer les doses auxquelles la population est exposée, contrôler la possible contamination des personnes, étalonner les appareils de mesure, apprécier les doses en cas d'urgence sur la base des modèles de dispersion atmosphérique, évaluer l'impact sur la chaîne alimentaire, procéder au contrôle radiologique du territoire, effectuer des mesures sur place, fournir des appareils de mesure de la concentration de la radioactivité dans l'air et des infrastructures de laboratoire pour les mesures de contrôle, la simulation de dose et les études ALARA (As Low As Reasonably Achievable).

À long terme, le CEN peut également participer au prélèvement et à l'analyse d'échantillons environnementaux, rendre des avis sur la réhabilitation des sites contaminés et les mesures de longue durée. Le CEN peut également contrôler le degré de contamination des personnes, des avions et des équipements en provenance du Japon. Une équipe du CEN a contrôlé plusieurs personnes de retour du Japon mais aucune contamination n'a été constatée.

J'ai communiqué les possibilités du CEN lors du Conseil extraordinaire des ministres européens de l'énergie du 21 mars. La proposition d'aide de la Belgique a aussi été transmise à la Commission européenne, par l'entremise de la représentation permanente, et à l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne, par le biais du SPF Affaires étrangères. Il leur revient maintenant de décider s'ils veulent faire appel à nos compétences. Une intervention individuelle n'est pas judicieuse. Aucune demande n'a été formulée, jusqu'ici, pour participer à une action d'aide coordonnée.

07.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Je suis d'accord pour dire que notre aide doit s'inscrire dans le cadre d'une action internationale et coordonnée. Il est positif que nous ayons proposé notre aide. Si nous pouvons contribuer d'une manière ou d'une autre à soulager les peines, il nous incombe de le faire.

Forts de notre expertise, nous pourrions peut-être prendre une initiative pour accroître les contrôles internationaux. Il conviendrait de renforcer la compétence de contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les différents pays pourraient aussi s'engager conventionnellement à autoriser des contrôles internationaux. Il s'agit, en effet, d'un élément international et humanitaire qu'on ne peut pas laisser aux pays individuels.

L'incident est clos.

08 Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Conseil européen de l'Énergie du 21 mars 2011" (n° 3586)

08.01 Joseph George (cdH): Le Conseil européen de l'Énergie s'est réuni ce 21 mars, au sujet de la sécurité d'approvisionnement de l'Union européenne à la suite des événements en Libye et au Japon. On y a également évoqué les critères d'évaluation des *stress tests*, les procédures d'urgences et la résistance à un crash d'avion ou à un acte terroriste.

Quelles sont les mesures spécifiques qui vont assurer la sécurité d'approvisionnement de l'Union européenne? Quels sont les critères d'évaluation des *stress tests*? Une réunion des experts en sécurité nucléaire des États membres est-elle prévue prochainement? Quels pays européens vont procéder à ces *stress tests*? Comment convaincre les États voisins de procéder à de semblables stress tests?

08.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Nous avons eu une première réunion avec la Commission, puis un débat au Conseil Énergie du 21 mars. Nous avons constaté que le niveau des stocks d'urgence dans

l'Union européenne dépasse 120 jours. Nous sommes équipés face à tout manque physique des fournitures en pétrole. Ce niveau permet à l'Union de participer à toute action collective menée par l'Agence internationale de l'Énergie. Le règlement 994/2010 sur la sécurisation de l'approvisionnement gazier assure la coordination de la réponse au niveau européen et l'échange d'informations entre États membres et Commission.

La Commission a défini les sujets à étudier par le test de résistance: caractéristiques sismiques des sites, possibilités d'inondation, systèmes de refroidissement, systèmes de *back up*, âge des centrales, type de réacteurs et résistance aux actions humaines.

Les 22 et 23 mars à Helsinki, les autorités nucléaires de États membres ont établi une première proposition d'exécution du test, divisé en trois catégories: événements provocants, perte des fonctions de sûreté et problèmes de gestion de l'accident.

Les critères d'évaluation détaillés doivent être élaborés. Les résultats pourraient être discutés dans un séminaire public auquel d'autres experts pourraient être conviés.

Au cours d'une deuxième réunion, le 24 mars, on a convenu d'établir un document décrivant la méthodologie pour l'exécution d'un test de résistance. Il doit être prêt pour mai 2011.

Les pays suivants ont déclaré vouloir faire des *stress tests*: Belgique, Pays-Bas, France, Finlande et Allemagne. La Suisse a instauré un moratoire sur la construction de nouvelles centrales pour tirer les leçons des événements au Japon. Il sera plus difficile de convaincre les autres pays. Ce sera une tâche de la Commission européenne avec l'aide des États membres et en particulier de la présidence.

08.03 **Joseph George** (cdH): On voit réapparaître le noyau originel de l'Espace européen.

L'incident est clos.

09 **Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'organisation d'une table ronde sur le financement des provisions nucléaires en vue du démantèlement des centrales nucléaires" (n° 3587)**

09.01 **Joseph George** (cdH): Vous avez annoncé qu'une table ronde sur les provisions en vue du démantèlement des centrales nucléaires serait organisée fin mars.

Cette réunion est-elle planifiée à présent? Le Parlement y sera-t-il associé? Qui seront les participants?

09.02 **Paul Magnette**, ministre (*en français*): La table ronde se déroule ces 28 et 29 mars au SPF Économie, qui l'a organisée avec l'ONDRAF. La première session a analysé le système belge, la deuxième les systèmes de gestion sous les angles de la responsabilité, de la sécurisation des fonds et du contrôle, la troisième consistant à réaliser un *benchmarking*. Les parlementaires n'ont pas été formellement invités, mais cette réunion ne se tenait pas à huis clos. Les participants étaient principalement les parties prenantes, les experts essentiellement juridiques et financiers du SPF, de l'ONDRAF, de l'AFCN, de la Commission des provisions nucléaires, des producteurs, de la Banque nationale, du Bureau fédéral du Plan et d'autres instances similaires.

Un rapport détaillé vous sera transmis. Il devrait aider le prochain gouvernement à réformer ce système de provisions.

L'incident est clos.

10 Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la représentation de l'État belge dans Synatom" (n° 3588)

10.01 Joseph George (cdH): Synatom joue un rôle important puisqu'il s'agit du réceptacle des provisions pour le démantèlement des centrales. L'État belge en possède une *golden share* et y est représenté en principe par deux personnes. Mais d'après mes informations, il n'a plus actuellement qu'un seul représentant.

Pourquoi n'a-t-on pas désigné le second? Cette absence n'est-elle pas préjudiciable?

10.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): L'arrêté royal du 10 juin 1994 donne en effet au ministre de l'Énergie le droit de nommer deux représentants au conseil d'administration et au comité de direction de Synatom, avec voie consultative. Ils peuvent adresser un recours au ministre dans les quatre jours ouvrables contre toute décision du conseil d'administration ou du comité de direction qu'ils estimeraient contraire à la politique énergétique du pays, en ce compris l'approvisionnement du pays en énergie et l'adéquation des provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées.

Il faut qu'ils disposent des compétences nécessaires non seulement dans le domaine d'activité de Synatom mais également dans la politique énergétique du pays. Les candidats sont donc peu nombreux et pas toujours disponibles. Ceci étant, l'absence d'un deuxième représentant n'est pas préjudiciable car le représentant désigné dispose de toutes les connaissances lui permettant de défendre les intérêts des pouvoirs publics.

10.03 Joseph George (cdH): Nous avons tout de même intérêt à avoir deux représentants. Il faudrait procéder à cette désignation sans tarder. Deux personnes peuvent avoir des points de vue différents et des regards croisés sur les choses.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **M. Olivier Maingain** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la couverture des dommages causés par un sinistre nucléaire en Belgique sur le plan des assurances" (n° 3590)
- **M. Peter Logghe** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la sous-assurance des centrales nucléaires" (n° 3625)
- **M. Willem-Frederik Schiltz** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les règles en matière de responsabilité des exploitants de centrales nucléaires" (n° 3593)
- **Mme Liesbeth Van der Auwera** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'absence de ratification de deux protocoles concernant les responsabilités en cas d'incident nucléaire" (n° 3656)
- **M. Joseph George** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la ratification des protocoles additionnels à la Convention de Paris et de Bruxelles" (n° 3720)

11.01 Olivier Maingain (MR): Lors de la construction des centrales nucléaires en Belgique, il semblerait que l'opérateur public d'électricité ait demandé à l'État de prendre en charge les risques en excès d'un montant convenu par sinistre. Depuis la reprise d'Electrabel par GDF SUEZ, un nouvel examen s'avère justifié.

En Belgique, depuis la loi du 22 juillet 1985, Electrabel peut être tenu pour responsable pour un montant de 300 millions d'euros (article 7, § 1^{er}, de la loi précitée). Il me revient que ce montant aurait dû être porté à 700 millions d'euros fin 2010, ainsi que le permet la loi. Toutefois, cette décision n'a pas été prise.

Pour les dommages dépassant ce plafond, l'État belge interviendrait à hauteur de 500 millions d'euros et le

Fonds alimenté par les États signataires à la Convention de Paris apporterait une contribution de 300 millions d'euros. Dans l'hypothèse maximale, le montant total disponible serait de l'ordre de 1,5 milliard d'euros. Une solution pourrait être que l'ensemble des risques soit couvert sans limites sur le marché international des assurances.

Ce dossier a-t-il connu une évolution récente? Où en sont la réflexion et la négociation en vue d'une révision du montant à charge de l'opérateur et éventuellement d'une extension de garantie sur le marché des assurances?

11.02 Peter Logghe (VB): L'instrument le plus important dont dispose une entreprise pour se couvrir contre d'éventuels sinistres est la conclusion d'une assurance en responsabilité civile qui la prémunisse suffisamment contre le risque d'indemnités élevées. Or nous avons lu dans la presse qu'Electrabel est sous-assurée pour ce qui regarde l'exploitation des centrales nucléaires.

Qu'advierait-il en cas de catastrophe nucléaire où seraient enregistrés des dommages tant corporels que matériels dont le montant dépasserait les montants assurés par Electrabel? Qui indemniserait ces dommages et vers qui faudrait-il se tourner pour obtenir une indemnisation? Il existerait par ailleurs une assurance de second rang jusqu'à 500 millions d'euros souscrite par l'État belge. Qui paierait pour les dommages si ce montant-là s'avérait lui aussi insuffisant?

La semaine passée, le secrétaire d'État Clerfayt a fourni des éclaircissements concernant la police d'assurance responsabilité civile des centrales nucléaires. Quels sont les montants assurés actuellement en ce qui concerne les dommages corporels et matériels? Est-il exact qu'il n'y soit pas question de dispense?

Le secrétaire d'État m'a également fait savoir qu'actuellement, deux compagnies d'assurances se chargent d'assurer les centrales nucléaires.

Quels accords ont été conclus après Tchernobyl? À quels termes le capital exigé dans le cadre de l'assurance RC devait-il être majoré? Jusqu'à hauteur de quels montants ce capital a-t-il été relevé?

Si les conditions de capital posées pour l'assurance RC n'ont pas été remplies, Electrabel a-t-il vu sa responsabilité engagée de quelque façon que ce soit? Quelles mesures le ministre compte-t-il prendre afin de remédier à la sous-assurance latente d'Electrabel?

11.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): En Belgique, la responsabilité nucléaire est réglée par le Traité de Paris de 1960, un traité additionnel de 1963 et la loi de 1985. En 2004, la Belgique ainsi qu'un certain nombre d'autres pays européens ont signé un protocole modifiant le Traité de Paris. Un second protocole modifie en outre le traité additionnel. Ces modifications ont été apportées afin d'augmenter l'indemnisation maximale et d'engager la responsabilité de l'exploitant pour une première tranche de 700 millions d'euros. Entre 700 millions d'euros et 1,2 milliard d'euros, c'est l'autorité nationale qui paie. Entre 1,2 et 1,5 milliard d'euros, c'est un pool international de parties signataires du Traité.

Ni la Belgique ni les autres pays UE signataires n'ont ratifié ces protocoles. Pourquoi? Quand les ratifieront-ils? Combien de pays doivent encore le ratifier avant que les protocoles puissent entrer en vigueur?

11.04 Joseph George (cdH): Pourquoi les protocoles de 2004 concernant cette assurance obligatoire n'ont-ils pas été ratifiés par la Belgique? Ne pourraient-ils pas l'être rapidement?

11.05 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): Les chiffres évoqués sont corrects. La responsabilité civile de l'exploitant d'une installation nucléaire est actuellement limitée à 297 millions d'euros, un montant qui concerne les dommages tant corporels que matériels. Aucune franchise n'est prévue dans le contrat d'assurance. Légalement, une franchise éventuelle ne peut intervenir que dans la relation entre le preneur d'assurance et l'assureur.

À ce montant s'ajoutent 125 millions d'euros de droits de tirage spéciaux (DTS) provenant de l'ensemble des parties à la Convention de Bruxelles et répartis en fonction de la puissance thermique nucléaire installée de ces dernières et de leur produit national brut.

Le Roi peut élaborer des critères de répartition égaux si le total des moyens disponibles paraît insuffisant.

Le montant de la responsabilité nucléaire de l'exploitant a été fixé dans le cadre de la Convention de Paris. Une révision de ce texte permettra de porter ce montant à un minimum de 700 millions d'euros, auxquels il faudra ajouter 500 millions d'euros à charge de l'État concerné et 300 millions d'euros provenant de la tranche internationale. La ratification de cette modification nécessite un gouvernement de plein exercice.

(En français) La capacité du marché de l'assurance nucléaire présente des limites. Le montant de 700 millions d'euros avait été choisi en prenant en considération la capacité disponible.

Compte tenu du fait que ces risques sont réassurés sur le marché international, la première piste proposée n'offre pas de solution utile. Certaines branches du dommage nouvellement défini soulèvent des réserves de la part des assurances.

Sauf en responsabilité civile, dans le cadre de l'assurance auto pour les dommages résultant des lésions corporelles, il n'existe, dans aucune branche de l'assurance, de couverture illimitée (qu'il s'agisse d'un risque nucléaire ou non et que l'on soit dans un caractère international ou non).

(En néerlandais) La ratification des protocoles d'approvisionnement a notamment pris du retard parce que le gouvernement est en affaires courantes. J'espère que la procédure sera accélérée et que des mécanismes seront instaurés pour couvrir les 700 millions d'euros dans le protocole d'approvisionnement. Certains États qui disposent de nombreuses installations nucléaires et où différents exploitants coexistent, ont prélevé des fonds auprès des exploitants pour une utilisation éventuelle en cas de catastrophe dans l'une de leurs installations. Cette solution requiert des installations homogènes, une confiance réciproque et un cadre légal commun, conditions qui sont plus difficiles à remplir à l'échelon international, bien que des propositions aient déjà été formulées à cet effet.

(En français) Une autre solution serait de renoncer à la limitation de la responsabilité de l'exploitant. C'est d'ailleurs une exception en droit commun traditionnellement justifiée par le caractère objectif. L'exploitant serait alors responsable jusqu'à concurrence de l'épuisement de son patrimoine. Cette solution est appliquée en Allemagne et en Suisse. Elle n'enlève rien à la nécessité pour le législateur de fixer un montant à couvrir par une assurance ou une garantie financière, pour le montant le plus élevé possible.

Le gouvernement démissionnaire pourrait actualiser, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant de la responsabilité civile nucléaire inscrit dans la loi belge. On pourrait, avant même l'entrée en vigueur des protocoles modificatifs, porter d'ores et déjà le montant de la responsabilité civile de l'exploitant, dans le cadre de la loi actuelle, au montant de 700 millions d'euros (cette modification relèverait du législateur). On pourrait, enfin, renoncer à la limitation de la responsabilité de l'exploitant. Ces trois solutions requièrent, outre une appréciation quant à leur admissibilité en affaires courantes, une concertation avec le ministre des Finances.

(En néerlandais) Le marché de l'assurance nucléaire est peu diversifié, à l'étranger également. Deux assureurs sont actifs en Belgique. Au moment de l'accident de Tchernobyl, l'exploitant était responsable pour un montant de 4 milliards de francs belges ou 90 millions d'euros. En vertu de la modification de loi de 2000, ce montant a été porté à 297 millions d'euros, soit davantage que les 150 millions de DTS et les 170 millions d'euros recommandés par l'Agence pour l'énergie nucléaire.

11.06 Olivier Maingain (MR): Une concertation entre les groupes de la majorité pourrait être organisée afin d'adapter certains montants prévus dans la loi de 1985.

J'émetts une réserve quant au fait qu'en affaires courantes, le gouvernement ne pourrait pas déposer des actes de ratification. Il me semble que cette question pourrait trouver une solution d'un point de juridique.

11.07 Peter Logghe (VB): Que l'on soit en affaires courantes ou non, il me semble quand même urgent d'augmenter les montants assurés. Quand le gouvernement pourra-t-il prendre une décision à ce sujet?

Même si le montant est porté à 700 millions d'euros, il s'agit encore d'une sous-assurance latente. Les dédommagements sont-ils réglés dans un ordre précis? Certains privilèges sont-ils prévus pour les autorités ou les entreprises? Je m'adresserai au secrétaire d'État compétent en la matière.

11.08 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Notre groupe a déposé une proposition de loi la semaine dernière pour régler la responsabilité, les montants et les autres modalités des protocoles. Rien n'empêche le Parlement de mener un débat à ce sujet. Je me demande toutefois s'il est possible de supprimer les montants maximums. Je crains que les exploitants répercutent l'augmentation des primes d'assurance sur le citoyen.

11.09 Joseph George (cdH): La peur est toujours mauvaise conseillère.

Notre démarche doit être d'assurer une plus grande transparence par rapport à ce que nous pouvions faire.

En matière d'assurance, ratifier un protocole de 2004 est une piste possible. Faire tout ce qui est possible en affaires courantes en est une autre. Enfin, on pourrait aussi, comme en Allemagne et en Suisse, garantir jusqu'à l'épuisement du patrimoine.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- **M. Peter Logghe** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "une taxe sur l'uranium en lieu et place de la rente nucléaire" (n° 3678)
- **M. Kristof Calvo** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la rencontre avec GDF SUEZ et Electrabel à propos de la taxe sur l'uranium" (n° 3703)
- **M. Kristof Calvo** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'amende infligée par la CREG à Electrabel" (n° 3701)

12.01 Peter Logghe (VB): Un accord serait en passe d'être trouvé concernant l'imposition d'une taxe uranium en lieu et place de la rente nucléaire.

Cette rumeur est-elle fondée? Combien le gouvernement espère-t-il ainsi percevoir? Quand la concertation avec Electrabel a-t-elle débuté? Quels en sont les résultats provisoires? Qu'advient-il de la rente nucléaire en souffrance? Où en est-on concernant l'amende à Electrabel pour manque d'informations à la CREG? Est-il exact que la CREG inflige à Electrabel une amende de 100 000 euros par jour?

Certains affirment que les réserves d'uranium pourraient être épuisées d'ici à 2020, d'autres qu'elles peuvent permettre de tenir encore 100 ans au moins. Le ministre dispose-t-il de chiffres à cet égard?

12.02 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): J'ai appris en lisant la presse que, mardi dernier, le ministre a rencontré la direction de GDF SUEZ et d'Electrabel à propos de l'instauration éventuelle d'une taxe sur l'uranium. D'après le premier ministre, il ne s'agissait que d'un entretien préliminaire. Cependant, cette réunion soulève bon nombre de questions.

Quel était l'objectif de cette concertation? Quels en ont été les résultats? La Banque nationale n'a pas terminé son étude relative à une taxe sur l'uranium. Pourquoi, dès lors, en parler déjà à ce stade avec Electrabel et GDF SUEZ? Un montant sera-t-il inscrit au budget pour cette taxe sur l'uranium? D'autres sujets ont-ils aussi été abordés lors de cette réunion, comme l'exécution des engagements de la Pax Electrica II, le contrat de 285 megawatts baseload et la sécurité des centrales nucléaires?

Nous lisons également dans le quotidien que la CREG a infligé à Electrabel une amende de 100 000 euros par jour à compter du 3 janvier. Electrabel doit dès lors déjà verser environ 3 millions d'euros. Le fournisseur d'énergie a annoncé qu'il interjetterait appel contre cette décision.

Quelle est la réaction du ministre? Est-il exact qu'Electrabel refuse chaque fois de transmettre des données, comme elle refuse actuellement de communiquer des informations à la Banque nationale en vue de l'élaboration de la taxe sur l'uranium? Si cette amende est perçue et que le manque de transparence dont fait preuve Electrabel se voit ainsi sanctionné, quelle sera la destination de ces moyens?

12.03 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Il s'agissait non pas d'une réunion de concertation avec le groupe GDF SUEZ, mais d'une rencontre initiée par ce dernier. Lors du Conseil restreint du 10 mars, les ministres présents ont décidé de commander à la Banque nationale une étude sur le montant de la rente nucléaire. L'objectif consistait à évaluer la possibilité d'instaurer une taxe complémentaire à la cotisation nucléaire de 250 millions, par exemple par le biais d'accises sur le combustible nucléaire. Une condition supplémentaire était que cet impôt ne soit pas répercuté sur les consommateurs.

Sur la base de cette étude, un groupe de travail de coordination de la cellule de Politique générale examinera l'opportunité et les modalités de cette taxe en concertation avec mon cabinet.

Lors de l'entretien, il n'a été question ni des dispositions de la Pax Electrica II ni de la sécurité des centrales nucléaires.

La CREG est un organe totalement indépendant du gouvernement et il ne m'appartient pas de commenter ses décisions. Le Parlement peut bien entendu s'adresser directement à la CREG. Il ne m'appartient pas davantage d'intervenir dans un tel litige. L'amende administrative n'aura aucune incidence sur les dossiers relatifs à la rente nucléaire, la taxe nucléaire ou une éventuelle taxe sur l'uranium. Ces amendes administratives sont versées au Trésor et alimentent donc le budget des voies et moyens.

12.04 Peter Logghe (VB): Je retiens que la taxe sur l'uranium est liée à l'analyse de la Banque nationale de Belgique. A-t-on également calculé combien rapporterait cette taxe sur l'uranium?

12.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je salue la réserve dont le ministre fait preuve à propos de l'amende de la CREG. Je suis moins heureux de la rencontre avec GDF SUEZ et Electrabel. Le ministre arrive à se libérer pour les informer et les rassurer mais pas pour leur rappeler certains engagements qu'ils n'ont toujours pas tenus. L'accueil qu'il leur a réservé ne facilitera certes pas la discussion sur la taxe uranium.

12.06 Paul Magnette, ministre (*en français*): Monsieur Calvo, votre arrogance est permanente alors que vous ne connaissez rien à la manière dont cela fonctionne! Je reçois les entreprises à longueur de journées et vous ne dites rien! Mais si, pendant 25 minutes, il y a une rencontre entre le premier ministre, moi-même et une entreprise en particulier, c'est tout de suite un scandale!

On gère cet axe de la manière la plus objective possible! Personne ne l'a fait avant. En 2008, on a donné les pouvoirs à la CREG, on l'a laissée faire. Maintenant que l'on a ces évaluations qui ne sont pas convergentes, on demande à la Banque nationale de l'évaluer. On fait cela en toute indépendance, sans céder un micron au lobbying de qui que ce soit.

Vos procès en suspicion commencent à me fatiguer.

12.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Une concertation telle qu'elle a eu lieu avec le ministre la semaine dernière, est déplacée à mon estime. Notre vision en la matière est différente.

12.08 Paul Magnette, ministre (*en français*): Vous n'étiez pas là, vous ignorez ce qu'on a dit. Le premier ministre a été très ferme.

12.09 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Vous avez quand même parlé.

12.10 Paul Magnette, ministre (*en français*): Telle est la décision que nous avons prise, point à la ligne.

12.11 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Vous avez eu une réunion pour parler de la taxe uranium.

12.12 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Nos points de vue divergent, nous préconisons une autre politique en matière d'énergie que le ministre.

La **présidente**: Nous pourrions mener une discussion plus étoffée et plus objective dès que le rapport de la BNB sera disponible.

L'incident est clos.

13 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le développement de nouvelles centrales énergétiques en Belgique" (n° 3699)

13.01 Peter Logghe (VB): Les pays voisins développent activement de nouvelles centrales énergétiques.

Des initiatives ou des enquêtes sont-elles également menées en Belgique en ce qui concerne la construction de nouvelles centrales à la vapeur, au gaz et au charbon? Existe-t-il un calendrier ou des objectifs? Une concertation a-t-elle été menée avec les Régions?

13.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Il faut tenir compte du fait que certains projets sont suspendus ou reportés ou attendent un permis qui doit être délivré par un autre niveau de pouvoir. Pour les installations de production de plus petite taille, de moins de 25 mégawatts, seul un permis régional ou local est nécessaire.

Quasiment toutes les centrales au charbon seront démantelées pour 2015. Parallèlement, la demande énergétique augmente d'1 à 2 % chaque année. Les nouvelles grandes centrales qui entrent en ligne de compte sont Tessenderlo, Visé, Marchienne et Stora Enso 2. La centrale au charbon supercritique de 1 100 mégawatts qu'E.ON avait prévu de construire dans le domaine portuaire d'Anvers n'a pas obtenu de permis d'environnement et sera, malheureusement pour notre pays, probablement construite de l'autre côté de la frontière.

13.03 Peter Logghe (VB): J'aurais aimé obtenir davantage d'informations sur les délais et les objectifs.

L'incident est clos.

14 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les questions de l'Inspection des Finances sur le projet MYRRHA" (n° 3702)

14.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le 5 mars, le gouvernement a décidé de mettre un budget de 60 millions d'euros à la disposition du CEN pour le projet MYRRHA, la première phase de développement d'un nouveau réacteur expérimental pour les centrales nucléaires de la quatrième génération. Le coût final s'élèverait à 960 millions d'euros mais pourrait être revu à la hausse.

L'Inspection des finances aurait formulé des observations fondamentales. Lesquelles? Cet avis concerne-t-il uniquement la décision prise par le gouvernement en mars? Le Parlement peut-il consulter le rapport de l'Inspection des finances?

14.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Les crédits demandés pour les dotations complémentaires au CEN n'ayant pas été inscrits au budget, l'Inspection des finances a rendu un avis négatif. Après un avis positif du Budget, le gouvernement précédent a décidé d'investir malgré tout dans le projet MYRRHA. Je demanderai au ministre du Budget s'il peut vous fournir l'avis.

14.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il me semble opportun que la commission de l'Économie dispose rapidement du rapport de l'Inspection pour pouvoir débattre du projet MYRRHA en toute transparence.

L'incident est clos.

15 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les campagnes du Forum nucléaire" (n° 3709)

15.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): À la suite de la catastrophe de Fukushima, beaucoup s'interrogent, en Belgique aussi, sur la sécurité nucléaire. La ministre de l'Intérieur a mis sur pied, avec l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, une campagne d'information qui doit responsabiliser les citoyens.

Les informations diffusées par le Forum nucléaire ne sont pas particulièrement honnêtes et objectives, loin s'en faut. En décembre, le ministre me disait encore avoir demandé au CEN et à l'IRE de se retirer de cette campagne, mais sans résultat jusqu'ici.

Le ministre a-t-il pris d'autres initiatives concernant la participation du CEN et de l'IRE au Forum nucléaire? Va-t-il réitérer sa demande pour qu'ils se retirent de cette campagne? S'ils ne le font pas, serait-il disposé à diminuer les dotations au budget 2011 à concurrence du montant qu'ils investissent aujourd'hui dans les campagnes trompeuses du Forum nucléaire?

15.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): La contribution annuelle du CEN et de l'IRE au Forum nucléaire correspond à 3 800 euros environ. À cet effet, les deux institutions, qui considèrent leur participation au Forum comme une plus-value dans le cadre de leurs activités, puisent, affirment-elles, dans leurs fonds propres. J'avais demandé aux commissaires du gouvernement respectifs de veiller à limiter les dotations à la contribution ou à des objectifs concrets clairement définis. Je ne suis pas au courant d'une nouvelle campagne du Forum nucléaire belge. Si les deux organisations participaient à une campagne qui ne correspond pas à leurs missions spécifiques, j'envisage de demander une diminution de leur dotation.

15.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il semble que le ministre n'apprécierait pas, lui non plus, la participation du CEN et de l'IRE aux campagnes mensongères du Forum nucléaire. Je suis heureux d'apprendre qu'il envisage de prendre des mesures si tel était le cas.

L'incident est clos.

16 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le congé de mission d'une fonctionnaire de la Direction générale de l'Énergie et la subvention annuelle de cette Administration à l'Agence Internationale de l'Énergie depuis décembre 2006" (n° 3712)

16.01 David Clarinval (MR): La revue *Diagnostic* du Gerfa relève dans son n° 286 de mars 2011 que le service "Relations Extérieures" de la DG Énergie aurait accordé à une de ses fonctionnaires un congé de mission de deux ans pour être détachée au sein de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), située à Paris, tout en étant réaffectée comme coordinatrice AIE au sein du SPF Économie, à Bruxelles.

Il y a un an, vous n'avez pas voulu me communiquer les contrats des deux experts engagés par l'AIE (voir *Compte rendu analytique* 52 COM 860, p. 12). Vous n'avez jamais voulu me transmettre une copie des conventions qui lient l'AIE à la DG Énergie depuis le 1^{er} décembre 2006. Les études réalisées dans le cadre de la subvention annuelle (300 000 euros depuis 2006) ne nous ont jamais été produites. Vous aviez expliqué qu'il s'agissait d'une contribution belge pour le financement d'un mois de rémunération pour un niveau A5 (15 000 euros), de trois mois de rémunération pour le niveau A3 (30 000 euros) et de frais de publications et voyages (5 000 euros).

Or, coïncidence troublante, le salaire brut d'une fonctionnaire de niveau Conseiller, augmentée de la prime de détachement CDE, avoisine les 50 000 euros annuels, ce qui correspond à la situation de la fonctionnaire en question.

Mes informations concernant cette fonctionnaire sont-elles exactes? Cette fonctionnaire, en congé de service, peut-elle encore se prévaloir d'une autorité hiérarchique sur les agents subordonnés du service "Relations extérieures"?

Afin de pouvoir clore tout problème de suspicion de détournement de subsides, pouvez-vous me fournir les conventions, depuis 2006, qui lient l'AIE à la DG Énergie, les études réalisées lors des années 2007, 2008, 2009, 2010 et me préciser les plus-values apportées au marché du gaz belge et au terminal gazier de

Zeebrugge et les documents comptables qui attestent que les subsides belges ont bien été utilisés pour le paiement des rémunérations des deux experts engagés par l'AIE? Que sont devenus ces deux experts (une Italienne et un Australien)?

16.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): La fonctionnaire dont vous parlez a bénéficié d'un congé pour mission en tant qu'expert en questions énergétiques européennes et internationales, mais elle n'a pas été détachée auprès de l'AIE à Paris. Cette mission lui permet de mener à bien la tâche de coordination de la politique énergétique européenne et internationale au sein du SPF Économie. Elle est soumise au système fiscal belge et jouit du traitement associé à la fonction qu'elle occupe. Je ne vois aucun obstacle à l'exercice d'une autorité hiérarchique par l'intéressée.

Ce congé pour mission en tant qu'expert n'est pas un cas isolé au sein de l'administration. La contribution volontaire est versée à l'AIE par un arrêté royal.

Les études réalisées, à la disposition du grand public, peuvent être achetées via le *online bookshop* de l'AIE. Elles ont examiné des éléments spécifiques du marché européen du gaz, l'impact des prix élevés du gaz sur les projets d'investissement, la réaction du marché suite à la crise gazière Russie-Ukraine en janvier 2009.

La liquidation des fonds de base sur des pièces justificatives fournies par l'AIE fait l'objet d'un examen et d'un accord préalable par la direction Contrôle et Budget du SPF Économie (indépendante de la DG Énergie).

Les mandats au sein de cette institution pour les fonctionnaires fédéraux sont gratuits.

16.03 David Clarinval (MR): Il y a un problème pour l'autorité hiérarchique de la personne en question, qui continue cette tâche au sein du service "Relations extérieures", alors que ce congé pour mission la placerait *de facto* en suspension d'activité statutaire.

La presse a exposé les manquements de la DG Énergie et, dans l'établissement de l'étude prospective gaz, parle d'un texte lacunaire de 23 pages, qualifié d'amateurisme. Les 300 000 euros affectés à la réalisation d'études sur le *hub* gazier de Zeebrugge auraient pu permettre à la DG Énergie de réaliser un texte plus professionnel sur cette problématique.

Je souhaite plus de transparence dans ce dossier.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n^{os} 3716 de M. Calvo, 3654 et 3655 de M. Vercamer, 3624 de Mme Smeyers et 3594 de M. Schiltz sont reportées.

La réunion publique est levée à 12 h 21.

De vergadering wordt geopend om 10.16 uur en voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de overeenkomst tussen de EU en Mercosur en de impact ervan op de veeteelt" (nr. 3499)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Eurocommissaris Karel De Gucht heeft de onderhandelingen tussen de EU en Mercosur (de economische gemeenschap van Zuid-Amerikaanse landen) opnieuw aangezwengeld met het oog op het sluiten van een vrijhandelsakkoord. Dit zou vooral gevolgen hebben voor de handel in voedingsproducten en landbouwgrondstoffen.

De openstelling van de markten zorgt voor concurrentie tussen landbouwlanden, maar de Mercosurlanden hebben niet dezelfde sociale bescherming of milieueisen als wij. Het Europees Parlement heeft de

Commissie verzocht geen concessies te doen die nadelig zouden kunnen zijn voor de Europese landbouw.

Heeft u zich hierover uitgesproken op de meest recente EU-Landbouwraad? Hoe zal u onze landbouw en de Europese voedselzekerheid verdedigen?

01.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Het dossier is meermaals ter sprake gekomen op de Europese Raad van Landbouwministers en ik heb het standpunt van België steeds kenbaar gemaakt.

Ons land is bezorgd over de mogelijke gevolgen van dat ontwerpakkoord voor de Europese landbouw. Op 17 maart jongstleden heb ik de Commissie gevraagd erop toe te zien dat de onderhandelingen het Europese standpunt in het kader van de WTO-onderhandelingen niet zouden ondergraven. Ik heb de betrokken eurocommissaris ook gevraagd om de Europese Raad van Landbouwministers dienaangaande regelmatig te informeren en te raadplegen. Ik heb tot slot gevraagd dat de Commissie de impact van het handelsaanbod op de productiesectoren en de Europese regio's zou analyseren.

De Commissie wil dat dossier, dat niet rechtstreeks afhangt van de Europese Raad van Landbouwministers, maar eerder van de Raad Algemene Zaken en Externe Betrekkingen, rond krijgen.

Ik had eurocommissaris Karel De Gucht schriftelijk gewaarschuwd voor de gevolgen van een dergelijke overeenkomst voor de toekomst van de familiale landbouwbedrijven in ons land.

Op de Europese Landbouwraad zal ik er, samen met de andere collega's, bij eurocommissaris Dacian Cioloş blijven op aandringen dat hij de belangen van de Europese landbouw verdedigt. Twintig landen maken zich zorgen over deze kwestie.

01.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): De meeste lidstaten willen er dus voor waken dat de veeteelt wordt geschaad.

Volgens de basisteksten van de Unie moet er een coherent beleid worden gevoerd. Deze coherentie moet worden gevrijwaard. Het voeren van een beleid inzake territoriale verdeling met het oog op het behoud van de landbouw in Europa mag niet ondergraven worden door een handelsbeleid dat deze sector in de problemen brengt en ons nog afhankelijker maakt van ingevoerde landbouwproducten. Dat druist in tegen de aanbevelingen van de FAO. De Verenigde Naties pleiten meer en meer voor een relokalisering van de landbouw.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de beslissing van de Landbouwraad van 17 maart in verband met het niet instellen van een bovengrens voor de directe betalingen" (nr. 3544)**

02.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): Een aantal landbouworganisaties hebben hevig geprotesteerd, nadat de Europese Raad zich gekant had tegen het voorstel van de Commissie om de steun aan de grootste landbouwondernemingen, zogezegd ter vrijwaring van het concurrentievermogen, te plafonneren. Daardoor zal de steun vooral naar de grote ondernemingen blijven vloeien, waardoor die verder kunnen uitbreiden. Volgens de nota van commissaris Dacian Cioloş zou die steun echter beter geografisch gespreid moeten worden en zouden de kleine bedrijven moeten worden ondersteund.

Bovendien is het eigenaardig dat men zich op het concurrentievermogen beroept, terwijl de landbouwprijzen op wereldschaal worden vastgesteld, ze onder de Europese productiekosten liggen en de inkomsten – met inbegrip van de inkomsten van wie het best het hoofd boven water kan houden – worden aangevuld met rechtstreekse betalingen. Door die bepaling zal de concurrentie tussen de Europese bedrijven nog aangewakkerd worden, waardoor nog meer kleine bedrijven, die daar het meest onder te lijden zullen hebben, zullen moeten sluiten, en er nog meer jobs in die sector zullen verloren gaan.

Welke lidstaten hebben zich tegen dat voorstel gekant? Welk standpunt heeft u namens België verdedigd?

02.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Op de jongste Landbouwrapaden werden er voorstellen van conclusies naar voren gebracht. Namens België heb ik de conclusies van het voorzitterschap gesteund, gelet op het standpunt van de Gewesten. Persoonlijk vind ik evenwel dat we meer hadden kunnen hameren op punten zoals de prijschommelingen of de stabiliteit van de noodzakelijke hervormingen.

Dit gezegd zijnde, heeft geen enkel land al zijn wensen ingewilligd gezien. Niettemin hebben de landbouwministers het belangrijk geacht dat zoveel mogelijk landen de conclusies van het voorzitterschap zouden onderschrijven, teneinde een signaal af te geven aan de Europese boeren. Zo hebben we Polen kunnen terugbrengen naar het pro-kamp. Het was immers van fundamenteel belang dat een groot land zich bij ons aansloot.

Wat het instellen van een plafond betreft, daar is België helemaal niet tegen gekant. In ons land is het echter minder moeilijk om voorstander te zijn van een plafond, aangezien 95 procent van de steunbedragen hier lager ligt dan 100.000 euro. Het instellen van een plafond van 300.000 euro zou in België bijna geen enkel effect hebben gehad. In landen zoals het Verenigd Koninkrijk en Tsjechië daarentegen zijn er landbouwbedrijven van honderden of zelfs duizenden hectaren. Volgens die landen is het instellen van een plafond dan ook geen haalbare kaart.

Zo'n plafond zou het GLB natuurlijk geloofwaardiger maken, zowel ten aanzien van de burger als van de kleine boeren.

Jammer genoeg hebben Duitsland, Tsjechië, Slowakije, het Verenigd Koninkrijk, Denemarken, Roemenië, Nederland en Slovenië zich tegen het instellen van een bovengrens verzet. Polen, Litouwen en Zweden waren sceptisch. Polen stelde een systeem van degressieve betalingen voor. Dat denkspoor zal worden onderzocht.

02.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): Wanneer men steun blijft toekennen aan zeer grote bedrijven, kunnen er vragen rijzen bij de legitimiteit van een dergelijke maatregel. Dat de betalingen actieve landbouwers moeten ten goede komen, is volgens mij zeer belangrijk.

Volgens mij zijn degressieve betalingen geen oplossing, maar zou er een regeling moeten komen waarin kleine bedrijven een verschillende behandeling krijgen. We moeten het netwerk van kleine landbouwbedrijven in stand houden, om sociale en om milieuredenen. De kwaliteit van de milieuzorg hangt immers af van de kennis van de gronden.

02.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Dat is lang niet zeker en het is dus geen argument. Wel een argument is dat, als men zegt dat het om inkomenssteun gaat, men die logica ook moet doortrekken!

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "een inkomenscompensatie voor zelfstandigen bij openbare werken en het participatiefonds" (nr. 3584)**

03.01 **Karel Uyttersprot** (*N-VA*): De wet regelt een inkomenscompensatie voor zelfstandigen in geval van openbare werken. Voor de betaling van die vergoedingen was er oorspronkelijk een fonds dat zijn middelen kreeg van de aannemers. Sinds een aanpassing in 2009 wordt die vergoeding uitbetaald via het Participatiefonds, dat daarvoor een dotatie krijgt van 1 miljoen euro. Tussen 2007 en 2010 is het aantal aanvragen echter spectaculair gestegen: in 2010 zou al 1.921.000 euro zijn uitgekeerd en blijft er nog altijd 404.000 euro uit te betalen.

Klopt dit? Hoe zal het bedrag van 1 miljoen euro worden aangepast? In het vooruitzicht van de gemeenteraadsverkiezingen staan er waarschijnlijk nog heel wat werken voor de deur.

03.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): De inkomenscompensaties worden betaald telkens op de tiende van de maand, ook als een lange sluitingsperiode is gepland. Het bedrag van 404.106 euro heeft

betrekking op gebudgetteerde, maar nog niet vervallen vergoedingen die nog zullen worden uitgekeerd aan de rechthebbende zelfstandigen. De vergoedingen van 2010 – in totaal 1.921.655 euro – werden gefinancierd met de resterende bijdrage van de bouwheren ten bedrage van 391.016 euro, de staatsdotatie ten bedrage van 1.015.000 euro en het Participatiefonds voor het resterende bedrag. Er is dus geen probleem.

De regering evalueert jaarlijks het bedrag van de dotatie dat wordt toegekend aan het Participatiefonds voor deze vergoedingen. Ik ben van plan om een evaluatie van de budgettaire impact van de maatregel voor te leggen aan de ministerraad van 8 april 2011.

03.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Ik ben blij dat de mensen voor 2010 alleszins zullen worden betaald. Voor 2011 zal misschien wel 2 tot 3 miljoen moeten worden uitgetrokken. Hoe denkt de minister dit op te vangen?

03.04 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Ik leg de evaluatie volgende maand voor aan de ministerraad. Bij de begrotingsaanpassing in juli zullen wij het budget voor het Participatiefonds bespreken.

Laat het duidelijk zijn dat de vergoeding een recht is. Elke zelfstandige die het slachtoffer is van hinder, zal hoe dan ook betaald worden.

03.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Ik hoop dat die betaling niet te lang op zich laat wachten.

03.06 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Elke maand, op de tiende, gebeuren er betalingen.

Het incident is gesloten.

03.07 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Vraag nr. 3629 kan ik nog niet beantwoorden omdat ik de statistieken nog niet heb ontvangen.

03.08 Karel Uyttersprot (N-VA): Ik wil de vraag over de paasvakantie tillen, of ze omzetten in een schriftelijke vraag.

03.09 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Ik zal de schriftelijke vraag zo snel mogelijk beantwoorden. Als ze na de paasvakantie nog niet is beantwoord, kan de heer Uyttersprot ze alsnog mondeling stellen.

Als antwoord op vraag nr. 3693 zal ik het antwoord op de recente schriftelijke vraag nr. 87 van de heer Logghe geven. Ook over het nieuwe element in de vraag van de heer Uyttersprot, zal ik een schriftelijk antwoord bezorgen.

03.10 Karel Uyttersprot (N-VA): Ik krijg dus een schriftelijk antwoord op de drie vragen?

03.11 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Ja.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de sluiting van het Museum voor Moderne Kunst te Brussel" (nr. 3437)

04.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): De afdeling Moderne kunst van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van Brussel is wegens renovatie voor het publiek gesloten. Dat heeft nogal wat reacties uitgelokt. De afdeling zal pas in februari 2012 weer opengaan, maar de opzet zou volledig kunnen veranderen.

De hoofdconservator, de heer Michel Draguet, zou beslist hebben om in de zalen voor moderne en hedendaagse kunst werken uit het einde van de 19^e eeuw tentoon te stellen (in het bijzonder werken uit de collectie Gillion-Crowet; het Brusselse Gewest werd via inbetalinggeving eigenaar van die collectie en zou de eigendom aan het Museum overdragen op voorwaarde dat de collectie vanaf 2012 wordt tentoongesteld).

De afdeling Moderne en hedendaagse kunst zou dan in de voormalige winkelruimten Vanderborght – het huidige Dexia Art Center – ondergebracht worden. Er is echter geen enkele garantie dat die ruimten in februari 2012 klaar zullen zijn of aangepast aan die bestemming.

Heeft de conservator de beslissing om de afdeling Moderne en hedendaagse kunst te sluiten in zijn eentje genomen? Steunt u die beslissing?

Brussel heeft nood aan een project waarachter iedereen zich kan scharen.

Hebt u met de heer Draguet of met het beheerscomité een langetermijnstrategie ontwikkeld? Een museum voor moderne en hedendaagse kunst heeft een opvoedende rol, moet aan wetenschappelijk onderzoek doen en collecties aanleggen. Hoe zal men ervoor zorgen dat die collecties toegankelijk blijven voor het publiek?

04.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): De federale wetenschappelijke instellingen zijn staatsdiensten met afzonderlijk beheer die over beheersautonomie beschikken. Er wordt regelmatig nagegaan in welke mate de directeur-generaal van de musea de opdrachten van zijn instelling heeft uitgevoerd. Het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 bepaalt onder meer dat de musea een keuze uit de verzamelingen aan het publiek moeten voorstellen en tot hun recht laten komen.

Ik heb de directeur-generaal gevraagd me voor eind maart 2011 alle beschikbare gegevens over te zenden met betrekking tot de organisatie van tijdelijke tentoonstellingen. Ik zal erop toezien dat de moderne kunstwerken getoond worden aan het grote publiek.

Van 25 maart tot 26 juni is in de Patio van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten een selectie van meesterwerken te bezichtigen. Ik zal erop toezien dat de collecties moderne kunst ook na 26 juni toegankelijk blijven voor bezoekers.

Ik steun de inspanningen die worden geleverd om een museum voor moderne kunst op te richten in Brussel, dat niet alleen de hoofdstad is van ons land maar ook van Europa. Dat museum moet een attractiepool worden en zal worden ondergebracht in een gebouw dat op zich al een architectonisch meesterwerk is. Dat alles moet worden gerealiseerd in overleg met de diverse beleidsniveaus. Tijdens een periode van lopende zaken is het niet altijd even makkelijk om grote projecten of publieke partnerschappen op te starten. Niettemin werden er al bepaalde contacten gelegd.

04.03 **Muriel Gerkens** (*Ecolo-Groen!*): De moderne Belgische kunstenaars wier werken worden tentoongesteld in de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten zijn niet allemaal even bekend. Sommigen van hen waren evenwel actief op het keerpunt van twee kunststromingen, tijdens welke ons land zeer veel vooraanstaande artiesten heeft voortgebracht. Het is dan ook van belang dat die werken ter bezichtiging worden gesteld.

Met de directeurs van de instellingen zou men moeten overeenkomen welke werken er dienen te worden tentoongesteld. Ze zouden er ook moeten op toezien dat de collecties toegankelijk blijven.

De heer Draguet beheert zowel de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten als de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis in het Jubelpark. Ik wil graag vernemen over hoeveel bewegingsruimte hij ondanks zijn bestuurlijke autonomie beschikt. Voor mij moet men het gebouw van de gewezen magazijnen Vanderborght aanpassen dan wel een nieuw museum oprichten, maar dat zal jaren duren.

04.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): De oprichting van een nieuw museum valt buiten de beheersautonomie. Bij de renovatie van een zaal is het niet de beheerder die beslist welk bedrag de Loterij of de minister moet toekennen. Maar het is evenmin de taak van de minister om te beslissen in welke zaal welk werk moet worden tentoongesteld. Een belangrijke doelstelling van het mandaat dat de heer Draguet gekregen heeft, is net het verzekeren van de vrije toegang voor het publiek. Een en ander zal moeten worden geëvalueerd en we zullen moeten onderzoeken of die doelstelling al dan niet werd bereikt.

Niet ik, maar de heer Draguet beslist welke werken er op welke verdieping van het Magritte Museum worden tentoongesteld.

04.05 Muriel Gerken (Ecolo-Groen!): Daarom vind ik de uitslatingen van de heer Draguet ook zo verontrustend. Welke rol kan u spelen als voogdijminister? Wanneer mogen we de beoordeling van de heer Draguet verwachten?

04.06 Minister Sabine Laruelle (Frans): Wat het Paleis voor Schone Kunsten betreft, volgt de beoordeling een dezer dagen. Bij de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis is de heer Draguet directeur ad interim. De procedures zijn afgerond, maar in een periode van lopende zaken liggen de benoemingen stil. Bij het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium zal mevrouw Serck, die met pensioen gaat, vervangen moeten worden. Ook daar zal ik een interimaris aanstellen, en dat zal niet de heer Draguet zijn.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Linda Musin aan de minister van Klimaat en Energie over "een mogelijke verlenging van de termijnen voor de aanpassing van de liften aan de nieuwe normen" (nr. 3102)

05.01 Linda Musin (PS): Het koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende de beveiliging van liften bepaalt dat de beheerder – vaak is dat de vereniging van mede-eigenaars – ervoor zorgt dat de ter beschikking gestelde lift onder de voorzienbare gebruiksvoorwaarden geen gevaar oplevert voor de veiligheid van de gebruikers. In de twee bijlagen bij deze tekst worden de bij de risicoanalyse in acht te nemen veiligheidsaspecten en de tijdens de preventieve inspectie uit te voeren minimale controles gepreciseerd. De gestelde termijnen werden verlengd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2005.

Volgens een aantal mede-eigenaars en syndici doet het gerucht de ronde dat de termijnen voor die controles opnieuw met drie jaar zouden worden verlengd. De vereiste werken kosten veel geld. Gezien het getalm in het verleden en de huidige geruchten is de onzekerheid groot.

Wat zal de regering ondernemen om alle betrokkenen afdoende te informeren?

05.02 Minister Paul Magnette (Frans): Mijn diensten hebben een ontwerp tekst opgesteld tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende de beveiliging van liften. Enerzijds conformeren we ons hiermee aan de nieuwe Europese richtlijn, en anderzijds brengen we een aantal verbeteringen aan rekening houdend met de opmerkingen van alle stakeholders.

Het is nu wachten op het advies van de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten, maar aan de termijnen zou niet geraakt worden.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "de controle op de energieprijzen" (nr. 3525)

06.01 Bert Wollants (N-VA): De CREG zal oordelen of de prijsstijgingen voor energie die de leveranciers doorvoeren, al dan niet terecht zijn en heeft daarin ook het laatste woord. Mijn partij en de Europese Commissie hebben daar bedenkingen bij.

Volgens het arrest-Federutility kan dergelijke maatregel alleen als tijdelijk instrument. Omvat het voorstel effectief een vervaldatum? Zijn er voorstellen betreffende de concurrentiemaatregelen?

06.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): De maatregel zal in de tijd beperkt zijn tot 31 december 2014. Zes maanden voor deze datum zal een evaluatieverslag worden gemaakt, waarna de maatregel eventueel zal worden verlengd voor een periode van 3 jaar. Dit systeem zal het mogelijk maken om de transparantie van de energieprijzen te verhogen en de volatiliteit te verminderen.

De methode voor de berekening van alle variabele contracten van elke leverancier zal bij de regulator worden ingevoerd in een databank. Vervolgens zal de regulator de berekening van de leverancier controleren. De

regulator zal ook controleren of de prijzen maximum vier keer per jaar worden geïndexeerd. Bij een prijsverhoging die niet door een indexering veroorzaakt wordt, zal de leverancier de gegrondheid van de aanpassing moeten rechtvaardigen. Lukt dit niet, dan kan het geheel of een deel van de geplande prijsverhoging verworpen worden.

Om de competitiviteit te bevorderen heb ik al vanaf 2008 een bijdrage van 250 miljoen euro per jaar aan de kernexploitant gevraagd. De regering heeft de Nationale Bank gevraagd om de rente voor dit jaar te herberekenen om misschien een nieuwe taks op de gebruikte brandstof op te leggen. De andere lasten op energieprijzen vallen niet onder mijn bevoegdheid.

06.03 Bert Wollants (N-VA): Wij zijn voorstander van een verhoogde afroaming van de nucleaire rente als een van de maatregelen om de concurrentie op de markt te verhogen. Ik denk echter dat er meer maatregelen zullen moeten komen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Klimaat en Energie over "de hulp van het SCK aan Japan" (nr. 3569)

07.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK) heeft een nota aan de minister bezorgd over de hulp die het eventueel kan aanbieden aan Japan, dat geconfronteerd wordt met een ernstige kernramp.

Wat is de inhoud van die nota? Wat is het standpunt van de minister? Op welke manier kan ons land bij deze ramp helpen?

07.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Ik heb het SCK gevraagd of het kan bijdragen aan een internationaal steunprogramma voor Japan. Het SCK kan helpen bij de dosisbeoordeling van de bevolking, het controleren van eventuele besmetting van personen, de ijking van meetapparatuur, de dosisbeoordeling in noodsituaties op basis van atmosferische dispersiemodellen, het bepalen van de impact op de voedselketen, de radiologische controle van het grondgebied, het uitvoeren van metingen ter plaatse, het bezorgen van meetuitrusting voor de concentratie van radioactiviteit in de lucht en van laboratoriuminfrastructuur voor controlemetingen, dosissimulaties en ALARA-studies (As Low As Reasonably Achievable).

Op langere termijn kan het SCK ook bijdragen tot milieubemonstering en analyse, adviseren over het herstel van besmette sites en over langdurige metingen. Het SCK kan ook personen, vliegtuigen en uitrustingen die uit Japan terugkeren, controleren op besmetting. Een ploeg van het SCK heeft vorige week enkele personen die uit Japan teruggekeerd waren gecontroleerd, maar geen enkele besmetting werd vastgesteld.

Ik heb de mogelijkheden van het SCK meegedeeld aan de buitengewone Raad van energieministers van 21 maart. De Belgische bereidheid om hulp te bieden werd via de permanente vertegenwoordiging ook meegedeeld aan de Europese Commissie en via de FOD Buitenlandse Zaken aan het Internationaal Atoomagentschap in Wenen. Zij moeten nu beslissen of zij een beroep willen doen op onze bekwaamheid. Een individueel optreden heeft weinig zin. Tot nu toe is de vraag nog niet gesteld om deel te nemen aan een gecoördineerde hulpactie.

07.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik ben het ermee eens dat onze hulp in het kader van een gecoördineerde internationale actie moet passen. Het is positief dat wij hulp hebben aangeboden. Als wij op een of andere manier het leed een beetje kunnen verzachten, dan zijn wij daartoe ook verplicht.

Met onze expertise zouden wij misschien het voortouw kunnen nemen om meer internationale controle te kunnen uitvoeren. Het Internationaal Atoomagentschap zou een sterkere controlerende bevoegdheid kunnen krijgen. Landen zouden zich ook verdragsrechtelijk kunnen engageren om internationale controles toe te laten. Het gaat immers over een internationaal en humanitair gegeven dat we niet kunnen overlaten aan individuele landen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "de bijeenkomst van de Europese Energieraad van 21 maart 2011" (nr. 3586)

08.01 Joseph George (cdH): De Europese Energieraad is op 21 maart jongstleden bijeengekomen om zich te buigen over de bevoorradingszekerheid in de Europese Unie naar aanleiding van de gebeurtenissen in Libië en in Japan. Ook de evaluatiecriteria van de stresstests, de noodprocedures en de vraag in welke mate de kerncentrales bestand zijn tegen een vliegtuigcrash of een terroristische aanslag kwamen aan bod.

Via welke specifieke maatregelen zal men de bevoorradingszekerheid van de Europese Unie veiligstellen? Wat zijn de evaluatiecriteria van de stresstests? Is er binnenkort een vergadering van de nucleaireveiligheidsdeskundigen gepland? Welke Europese landen zullen die stresstests uitvoeren? Hoe kunnen we de buurlanden ervan overtuigen ook dergelijke stresstests uit te voeren?

08.02 Minister Paul Magnette (Frans): Vóór het debat op de Energieraad op 21 maart vond al een eerste vergadering met de Commissie plaats. Er werd vastgesteld dat de noodvoorraden in de Europese Unie volstaan om een periode van meer dan 120 dagen te overbruggen. We zijn opgewassen tegen het uitblijven van aardolieleveringen. Dankzij deze toereikende voorraden is de Unie klaar om deel te nemen aan enige gezamenlijke actie die door het Internationaal Energieagentschap zou worden opgezet. De coördinatie van de reactie op het Europese niveau en de gegevensuitwisseling tussen de lidstaten en de Commissie worden geregeld door verordening 994/2010 betreffende maatregelen tot veiligstelling van de gaslevering.

De Commissie heeft verduidelijkt welke gegevens er in het kader van de uitvoering van de stresstests aan bod moeten komen: de seismische kenmerken van de site, het overstromingsrisico, de koelsystemen, de reservesystemen, de leeftijd van de centrales, het type reactoren en de mate waarin de centrales bestand zijn tegen menselijke handelingen.

Op 22 en 23 maart hebben de nucleaire autoriteiten van de lidstaten in Helsinki een eerste voorstel betreffende de uitvoering van de test opgesteld. In het voorstel wordt de technische draagwijdte van de test beschreven, opgedeeld in drie categorieën: de gebeurtenissen die het incident uitlokken, het uitvallen van de veiligheidsvoorzieningen en de problemen op het stuk van het beheer van het ongeval.

Er moeten precieze evaluatiecriteria worden uitgewerkt. De resultaten zouden dan besproken kunnen worden tijdens een open seminar waarop andere deskundigen zouden kunnen worden uitgenodigd.

Tijdens een tweede vergadering op 24 maart werd er overeengekomen dat er een document zou worden opgesteld waarin de methode voor de uitvoering van een stresstest wordt beschreven. Dit document moet tegen mei 2011 klaar zijn.

De hierna vermelde landen hebben te kennen gegeven dat zij stresstests willen uitvoeren: België, Nederland, Frankrijk, Finland en Duitsland. Zwitserland heeft een moratorium afgekondigd op de bouw van nieuwe centrales, teneinde lering te kunnen trekken uit de gebeurtenissen in Japan. Het zal moeilijker zijn om de andere landen te overtuigen. Dat zal de taak van de Europese Commissie zijn, met de hulp van de lidstaten en inzonderheid van het voorzitterschap.

08.03 Joseph George (cdH): Wij zien dat de kernlanden van de Europese Ruimte weer het voortouw nemen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "het organiseren van een rondetafel over de nucleaire voorzieningen voor de ontmanteling van de kerncentrales" (nr. 3587)

09.01 Joseph George (cdH): U had aangekondigd dat er eind maart een rondetafel zou worden georganiseerd in verband met de ontmanteling van de kerncentrales.

Staat de datum van die rondetafel inmiddels vast? Zal het Parlement daarbij betrokken worden? Wie zal eraan deelnemen?

09.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): De rondetafel vindt op 28 en 29 maart plaats bij de FOD Economie, die een en ander samen met de NIRAS organiseert. De eerste sessie is gewijd aan de analyse van het Belgische systeem, de tweede aan de beheerssystemen uit het oogpunt van de verantwoordelijkheid, de veiligstelling van de fondsen en de controle erop, en de derde sessie staat in het teken van benchmarking. De parlementsleden ontvingen geen officiële uitnodiging, maar de rondetafel verloopt niet met gesloten deuren. De deelnemers zijn met name de stakeholders, de hoofdzakelijk juridische en financiële deskundigen van de FOD, de NIRAS, het FANC, de Commissie voor nucleaire voorzieningen, de producenten, de Nationale Bank, het Federaal Planbureau en andere soortgelijke instellingen.

U zal een omstandig verslag ontvangen, dat de volgende regering zou moeten helpen om dat systeem van nucleaire voorzieningen te hervormen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "de vertegenwoordiging van de Belgische Staat bij Synatom" (nr. 3588)

10.01 **Joseph George** (cdH): Synatom is een belangrijke instelling, omdat het de voorzieningen voor de ontmanteling van de nucleaire centrales int. De Belgische Staat bezit een golden share in het kapitaal van die maatschappij, en wordt er in principe in vertegenwoordigd door twee personen. Volgens mijn informatie is er echter momenteel slechts één vertegenwoordiger.

Waarom werd de tweede nog niet aangesteld? Schaadt de afwezigheid van die tweede vertegenwoordiger de belangen van de overheid niet?

10.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Het koninklijk besluit van 10 juni 1994 verleent aan de minister van Energie het recht om twee vertegenwoordigers te benoemen in de raad van bestuur van Synatom, die tevens zitting hebben in het directiecomité van Synatom, telkens met raadgevende stem. Ze kunnen binnen een termijn van vier werkdagen bij de minister beroep aantekenen tegen elke beslissing van de raad van bestuur of van het directiecomité van Synatom welke zij strijdig achten met de krachtlijnen van 's lands energiebeleid, met inbegrip van de doelstellingen van de regering inzake de energiebevoorrading van het land en met de toereikendheid van de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales.

Zij moeten over de nodige kennis beschikken, niet alleen op het stuk van het werkingsgebied van Synatom, maar ook van het nationaal energiebeleid. De kandidaten zijn derhalve schaars en bovendien zijn ze niet altijd beschikbaar. Het ontbreken van een tweede vertegenwoordiger heeft geen nadelige gevolgen, aangezien de aangewezen vertegenwoordiger over de nodige kennis beschikt om de belangen van de overheid te verdedigen.

10.03 **Joseph George** (cdH): Het is nochtans in ons belang dat we twee vertegenwoordigers hebben. De tweede vertegenwoordiger moet zo vlug mogelijk worden aangesteld. Twee mensen kunnen verschillende meningen hebben en kunnen de zaken op een andere manier benaderen.

Het incident is gesloten.

11 Samengevoegde vragen van

- de heer Olivier Maingain aan de minister van Klimaat en Energie over "de verzekeringsdekking van de door een kernongeval veroorzaakte schade in België" (nr. 3590)
- de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de onderverzekering van kerncentrales" (nr. 3625)
- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "aansprakelijkheidsregels voor uitbaters van kerncentrales" (nr. 3593)
- mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van Klimaat en Energie over "het uitblijven van de ratificatie van twee protocollen over de aansprakelijkheid bij een nucleair incident" (nr. 3656)
- de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "de ratificatie van de Aanvullende Protocollen bij het Verdrag van Parijs en het Verdrag van Brussel" (nr. 3720)

11.01 Olivier Maingain (MR): Bij de bouw van de Belgische kerncentrales heeft de publieke elektriciteitsoperator de Staat naar verluidt gevraagd om de risico's boven een overeengekomen bedrag per schadegeval op zich te nemen. Nu Electrabel door GDF SUEZ is overgenomen, is het zaak de risicoverdeling opnieuw te bekijken.

In België kan Electrabel krachtens artikel 7, § 1, van de wet van 22 juli 1985 aansprakelijk worden gesteld ten belope van 300 miljoen euro. Naar verluidt had dat bedrag eind 2010 moeten worden opgetrokken tot 700 miljoen euro, zoals de wet ook toelaat. Die beslissing werd echter niet genomen.

Voor wat de schade boven dat plafond betreft, zou de Belgische Staat een bedrag van 500 miljoen euro voor zijn rekening nemen, terwijl het Fonds dat wordt gespijsd door de landen die het Verdrag van Parijs hebben ondertekend, een bijdrage van 300 miljoen euro zou leveren. In een maximale hypothese zou er in totaal dus 1,5 miljard euro beschikbaar zijn. Een mogelijke oplossing zou erin bestaan dat het geheel van de risico's zonder beperking wordt gedekt op de internationale verzekeringsmarkt.

Zijn er onlangs nog ontwikkelingen geweest in dit dossier? Hoeveel staan de reflectie en het overleg met het oog op de herziening van het bedrag ten laste van de operator en een mogelijke uitbreiding van de waarborg tot de verzekeringsmarkt?

11.02 Peter Logghe (VB): Het belangrijkste instrument voor een bedrijf om zich in te dekken tegen mogelijke schadegevallen is het afsluiten van een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid, waarbij het bedrijf zich voldoende indekt tegen hoge schadevergoedingen. In de pers lezen wij dat Electrabel onderverzekerd is voor wat de exploitatie van de kerncentrales betreft.

Wat bij een kernramp waarbij zowel lichamelijke als stoffelijke schade wordt geregistreerd die de door Electrabel verzekerde bedragen te boven gaat? Wie zal die schade vergoeden en tot wie moet men zich richten voor een schadevergoeding? Er zou ook een tweederangsverzekering tot 500 miljoen euro bestaan van de Belgische Staat. Wie zal voor de schade opdraaien als ook dat onvoldoende blijkt te zijn?

Staatssecretaris Clerfayt gaf vorige week toelichting bij de polis burgerlijke aansprakelijkheid van de kerncentrales. Wat zijn de actuele verzekerde bedragen voor lichamelijke en stoffelijke schade? Klopt het dat er in de aansprakelijkheidspolis geen sprake is van een vrijstelling?

De staatssecretaris deelde mij ook mee dat er momenteel twee verzekeringsmaatschappijen de aansprakelijkheid van de kerncentrales verzekeren.

Welke afspraken werden er na de kernramp van Tsjernobyl gemaakt? Op welke termijnen moesten de kapitaalvereisten van de aansprakelijkheidsverzekering worden opgetrokken? Tot welke bedragen werden zij opgetrokken?

Als de vooropgestelde kapitaalvereisten van de aansprakelijkheidsverzekering niet werden gehaald, werd Electrabel hiervoor dan op enige manier aansprakelijk gesteld? Welke maatregelen zal de minister nemen om de latente onderverzekering van Electrabel op te heffen?

11.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De nucleaire aansprakelijkheid wordt in België geregeld door het Verdrag van Parijs van 1960, een aanvullend verdrag van 1963 en de wet van 1985. In 2004 hebben België en een aantal andere Europese landen een protocol ondertekend dat het Verdrag van Parijs wijzigt. Een tweede protocol wijzigt bovendien het aanvullende verdrag. Die aanpassingen kwamen er om de maximale schadevergoeding te verhogen en de exploitant aansprakelijk te stellen voor een eerste schijf van 700 miljoen euro. Tussen 700 miljoen euro en 1,2 miljard euro betaalt de nationale overheid, tussen 1,2 en 1,5 miljard euro een internationale pool van verdragsluitende partijen.

België noch de andere ondertekenende EU-landen hebben die protocollen geratificeerd. Waarom niet? Wanneer komt die ratificatie er? Hoeveel landen moeten nog ratificeren vooraleer de protocollen in werking

kunnen treden?

11.04 **Joseph George** (cdH): Waarom werden de protocollen uit 2004 betreffende die verplichte verzekering niet door ons land geratificeerd? Zou dat niet snel alsnog kunnen gebeuren?

11.05 Minister **Paul Mignette** (*Nederlands*): De geciteerde cijfers zijn correct. De wettelijke aansprakelijkheid van de exploitant van een nucleaire installatie is momenteel beperkt tot 297 miljoen euro. Dat slaat zowel op lichamelijke als materiële schade. In de verzekeringsovereenkomst is geen sprake van een vrijstelling. Een eventuele vrijstelling kan wettelijk ook slechts spelen tussen de verzekeringnemer en de verzekeraar.

Boven op dit bedrag zijn er nog 125 miljoen euro speciale trekkingsrechten (STR), ter beschikking gesteld door alle partijen van de Conventie van Brussel op basis van hun geïnstalleerd thermisch-nucleair vermogen en de respectieve bruto nationale producten.

De Koning kan gelijke verdelingscriteria opstellen als het totaal van de beschikbare middelen onvoldoende zou blijken.

Het bedrag van de nucleaire verantwoordelijkheid van de exploitant werd vastgelegd in het kader van de Conventie van Parijs. Door een herziening zal dat bedrag worden opgetrokken tot minstens 700 miljoen euro, plus 500 miljoen euro ten laste van de betrokken Staat, en 300 miljoen euro ten laste van een internationale schijf. De ratificatie van deze herziening vergt een regering met volheid van bevoegdheid.

(*Frans*) De capaciteit van de nucleaire verzekeringsmarkt is beperkt. Bij het vaststellen van het bedrag van 700 miljoen euro werd rekening gehouden met de beschikbare capaciteit.

Aangezien deze risico's op de internationale markt worden herverzekerd, biedt het eerste voorstel geen bruikbare oplossing. De verzekeringsmaatschappijen hebben bedenkingen tegen bepaalde takken van de schade die recentelijk werden gedefinieerd.

Behalve bij de burgerrechtelijke aansprakelijkheid voor letselschade in het kader van de autoverzekering bestaat er in geen enkele verzekeringstak onbeperkte dekking (ongeacht of het een nucleair risico betreft of niet, en ongeacht of een en ander in een internationaal kader gesitueerd is of niet).

(*Nederlands*) De ratificatie van de voorzieningsprotocollen werd vertraagd door, onder andere, de lopende zaken. Ik hoop op een versnelling van de procedure en de invoering van mechanismen om de 700 miljoen euro in het voorzieningsprotocol te dekken. Sommige staten met veel nucleaire installaties en verschillende exploitanten hebben geld opgehaald bij hun exploitanten, dat kan worden gebruikt bij een ramp in een van hun installaties. Deze oplossing vereist homogene installaties, wederzijds vertrouwen en een gemeenschappelijk wettelijk kader, voorwaarden die op internationaal vlak moeilijker liggen, ook al werden daartoe al voorstellen gedaan.

(*Frans*) Een andere mogelijke oplossing is af te zien van de beperking van de aansprakelijkheid van de exploitant. Dat is overigens een uitzondering op het gemene recht die doorgaans wordt gerechtvaardigd door de objectieve aansprakelijkheid. De exploitant zou dan maximaal aansprakelijk worden gesteld voor het bedrag van zijn volledige vermogen. Die oplossing wordt in Duitsland en Zwitserland toegepast. In dat geval moet de wetgever alsnog een bedrag bepalen dat door een verzekering of een financiële garantie moet worden gedekt, voor een zo hoog mogelijk bedrag.

De demissionaire regering zou, bij een in ministerraad overlegd besluit, het in de Belgische wetgeving vastgelegde bedrag van de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie kunnen herzien. Men zou nog vóór de inwerkingtreding van de wijzigingsprotocollen, het bedrag van de wettelijke aansprakelijkheid van de exploitant in het kader van de huidige wet kunnen verhogen tot 700 miljoen euro (de wetgever zou die aanpassing moeten doorvoeren). We zouden tot slot kunnen afzien van de beperking van de aansprakelijkheid van de exploitant. Voor elk van die drie oplossingen moet er bepaald worden of ze binnen het bestek van de lopende zaken vallen en in voorkomend geval moet er met de minister van Financiën overlegd worden.

(Nederlands) De markt van de nucleaire verzekering is weinig gediversifieerd, ook in het buitenland. In België zijn er twee verzekeraars actief. Ten tijde van het ongeval in Tsjernobyl was de exploitant verantwoordelijk voor een bedrag van 4 miljard Belgische frank of 90 miljoen euro. Door de wetswijziging in 2000 werd dat bedrag verhoogd tot 297 miljoen euro. Dat is hoger dan de 150 miljoen STR en de 170 miljoen euro die het Nucleair Energieagentschap aanbeveelt.

11.06 Olivier Maingain (MR): De meerderheidsfracties zouden overleg kunnen plegen om bepaalde bedragen in de wet van 1985 aan te passen.

Ik maak toch enig voorbehoud bij het gegeven dat de regering van lopende zaken geen akten van ratificatie zou kunnen indienen. Mij dunkt dat die kwestie juridisch kan worden opgelost.

11.07 Peter Logghe (VB): Lopende zaken of niet, het lijkt me toch een dringende zaak dat de verzekerde bedragen verhoogd worden. Wanneer kan de regering hierover een beslissing nemen? Zelfs als het bedrag op 700 miljoen euro wordt gebracht, is dat nog een latente onderverzekering. Worden de schadevergoedingen in een bepaalde volgorde betaald? Is er in bepaalde voorrechten voorzien voor overheden of bedrijven? Ik zal mij daarvoor tot de bevoegde staatssecretaris wenden.

11.08 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Onze fractie heeft vorige week een wetsvoorstel ingediend om de aansprakelijkheid, de bedragen en de andere modaliteiten van de protocollen te regelen. Niets let het Parlement om hierover een debat te voeren. Ik vraag mij wel af of het haalbaar is om maximumbedragen af te schaffen. Ik vrees dat de exploitanten de hogere verzekeringspremies zullen doorrekenen aan de burger.

11.09 Joseph George (cdH): Angst is altijd een slechte raadgever.

Wij moeten streven naar meer transparantie in hetgeen al dan niet mogelijk is.

Inzake verzekeringen is de ratificatie van een protocol uit 2004 een mogelijke piste. Zo ver mogelijk gaan binnen het bestek van de lopende zaken is een andere mogelijkheid. Ten slotte kunnen we ook, zoals in Duitsland en Zwitserland, garanties bieden ten belope van het vermogen.

Het incident is gesloten.

12 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "een uraniumtaks in plaats van de nucleaire rente" (nr. 3678)
- de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de ontmoeting met GDF SUEZ en Electrabel over de uraniumtaks" (nr. 3703)
- de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de CREG-boete voor Electrabel" (nr. 3701)

12.01 Peter Logghe (VB): Er zou een akkoord in de maak zijn over het heffen van een uraniumtaks die de nucleaire rente zou vervangen.

Klopt dit gerucht? Welk bedrag hoopt de regering hierdoor te ontvangen? Wanneer is het overleg met Electrabel gestart? Wat zijn de voorlopige resultaten? Wat zal er gebeuren met de uitstaande nucleaire rente? Wat is de stand van zaken betreffende de boete voor Electrabel wegens het niet-verstrekken van gegevens aan de CREG? Klopt het dat de CREG een boete oplegt aan Electrabel van 100.000 euro per dag?

Volgens sommigen zouden de voorraden uranium reeds tegen 2020 uitgeput zijn, anderen houden vol dat er nog zeker voor 100 jaar uranium beschikbaar is. Beschikt de minister over cijfermateriaal?

12.02 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Uit de pers heb ik vernomen dat de minister vorige dinsdag een ontmoeting had met de top van GDF SUEZ en Electrabel over de eventuele invoering van een uraniumtaks. Volgens de eerste minister ging het enkel over een verkennend gesprek. Die ontmoeting roept heel wat

vragen op.

Wat was de bedoeling van dit overleg? Wat heeft het opgeleverd? De Nationale Bank heeft haar onderzoek over de uraniumtaks nog niet afgerond. Waarom moet er dan nu al gepraat worden met Electrabel en GDF SUEZ? Zal er een bedrag voor de uraniumtaks in de begroting worden ingeschreven? Werd er nog over andere zaken gesproken tijdens deze ontmoeting, zoals over de uitvoering van de engagementen van de Pax Electrica II, het contract voor 285 megawatt baseload en over de veiligheid van de kerncentrales?

In de krant lezen we ook dat de CREG een boete van 100.000 euro per dag aan Electrabel opgelegd heeft vanaf 3 januari. Dat betekent dat Electrabel al circa 3 miljoen euro verschuldigd is. Electrabel heeft aangekondigd om daartegen in beroep te gaan.

Hoe reageert de minister? Klopt het dat Electrabel telkens weigert om gegevens door te geven, zoals nu aan de Nationale Bank over de uraniumtaks? Is er bijkomend overleg gepland? Wanneer zal er juridische duidelijkheid zijn? Heeft dit impact op de discussie over de uraniumtaks? Als de boete geïnd zou worden en ook het gebrek aan transparantie bij Electrabel bestraft zou worden, waar zouden die middelen dan naartoe gaan?

12.03 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Het ging niet over een overlegvergadering met de groep GDF Suez, maar over een samenkomst op verzoek van GDF SUEZ. De beperkte ministerraad van 10 maart heeft beslist om de Nationale Bank van België om een studie te vragen over het bedrag van de nucleaire rente. Het doel was de mogelijkheid van een aanvullende belasting op de nucleaire bijdrage van 250 miljoen te evalueren, bijvoorbeeld via accijnzen op de nucleaire brandstof. Een aanvullende voorwaarde was dat deze belasting niet op de verbruikers zou worden afgewenteld.

Op basis van deze studie zal een coördinatiegroep van het Algemeen Beleid samen met mijn kabinet de wenselijkheid en de modaliteiten van deze belasting bestuderen.

Er werd bij het onderhoud niet gesproken over de termen van de Pax Electrica II en de veiligheid van de atoomcentrales.

De CREG is een orgaan dat volledig losstaat van de regering en het is niet mijn taak om commentaar te leveren op haar beslissingen. Het Parlement kan zich uiteraard rechtstreeks tot de CREG wenden. Het is evenmin mijn taak om in dergelijk geschil tussenbeide te komen. De administratieve boete zal geen impact hebben op de dossiers van de nucleaire rente, de nucleaire taks of een eventuele uraniumtaks. Deze administratieve boetes worden aan de Schatkist betaald en dragen dus bij aan de rijksmiddelenbegroting.

12.04 **Peter Logghe** (VB): Ik onthoud dat de uraniumtaks wordt vastgehaakt aan de analyse van de Nationale Bank van België. Werd er ook berekend hoeveel deze uraniumtaks zou opbrengen?

12.05 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Ik verwelkom de terughoudendheid van de minister als het gaat over de CREG-boete. Ik ben minder opgezet met de ontmoeting met GDF SUEZ en Electrabel. De minister maakt wel tijd om hen te informeren en gerust te stellen, maar niet om hen op de vingers te tikken over een aantal engagementen die zij tot vandaag niet nakomen. De minister maakt de discussie over de uraniumtaks nog moeilijker door hen op die manier te ontvangen.

12.06 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Mijnheer Calvo, u slaat voortdurend een arrogante toon aan, maar weet niet eens hoe een en ander in zijn werk gaat! Ik ontvang de hele tijd bedrijven, maar daarover rept u met geen woord. Wanneer er echter, gedurende 25 minuten, een ontmoeting plaatsvindt tussen de eerste minister, mijzelf en een welbepaald bedrijf, dan schreeuwt u moord en brand!

Er wordt voor de meest objectieve aanpak gekozen! Dat is nooit eerder gebeurd. In 2008 kreeg de CREG bepaalde bevoegdheden en kreeg die Commissie vrij spel. Nu we over die evaluaties beschikken – die niet eenduidig zijn – hebben we de Nationale Bank om een evaluatie gevraagd. Dat gebeurt in alle onafhankelijkheid, zonder een duimbreed toe te geven aan om het even welke lobby.

Ik raak uw voortdurende argwaan stilaan moe.

12.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Overleg zoals de minister vorige week heeft gehad, vind ik ongepast. Wij hebben ter zake een andere visie.

12.08 Minister Paul Magnette (Frans): U was niet aanwezig, u weet niet wat wij gezegd hebben. De eerste minister heeft krachtige taal gesproken.

12.09 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): U heeft toch ook het woord gevoerd.

12.10 Minister Paul Magnette (Frans): Dat is de beslissing die wij hebben genomen, amen en uit!

12.11 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): U heeft vergaderd om de uraniumtaks te bespreken.

12.12 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Wij verschillen daarover van mening, wij staan voor een andere energiepolitiek dan de minister.

De **voorzitter**: We zullen een meer gestoffeerde en objectievere discussie kunnen voeren als het rapport van de NBB klaar is.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de ontwikkeling van nieuwe energiecentrales in België" (nr. 3699)

13.01 Peter Logghe (VB): In onze buurlanden is men volop bezig met het ontwikkelen van nieuwe energiecentrales.

Zijn er ook in België plannen of onderzoeken naar de bouw van nieuwe stoom-, gas- en steenkoolcentrales? Is er een tijdslijn, zijn er doelstellingen? Wordt hierover overlegd met de regio's?

13.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Er moet rekening mee worden gehouden dat bepaalde projecten alsnog worden opgegeven of uitgesteld of wachten op een vergunning die door een ander gezagsniveau wordt afgeleverd. Voor kleinere productie-installaties van minder dan 25 megawatt is enkel een gewestelijke of lokale vergunning nodig.

Bijna alle steenkoolcentrales zullen tegen 2015 ontmanteld zijn. Tegelijkertijd neemt de energievraag elk jaar met 1 tot 2 procent toe. Nieuwe grote centrales die in aanmerking komen zijn Tessenderlo, Visé, Marchienne en Stora Enso 2. De hyperkritische steenkoolcentrale van 1.100 megawatt die E.ON had gepland in de Antwerpse havenzone, kreeg geen milieuvergunning en zal, helaas voor ons land, waarschijnlijk worden gebouwd aan de andere kant van de grens.

13.03 Peter Logghe (VB): Ik had graag wat meer informatie over de tijdslijn en de doelstellingen.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de vragen van de Inspectie van Financiën over het MYRRHA-project" (nr. 3702)

14.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Op 5 maart besliste de regering om een budget van 60 miljoen euro ter beschikking te stellen van het SCK voor het MYRRHA-project, de eerste fase van de ontwikkeling van een nieuwe onderzoeksreactor voor onderzoek naar de vierde generatie kerncentrales. De uiteindelijke kostprijs zou 960 miljoen euro bedragen, maar de kans bestaat dat dit bedrag nog oploopt.

De Inspectie van Financiën zou grondige opmerkingen geformuleerd hebben. Welke? Gaat dit advies enkel over de regeringsbeslissing van maart? Kan het Parlement het verslag van de Inspectie van Financiën

inkijken?

14.02 Minister **Paul Magnette** (Nederlands): Omdat de gevraagde kredieten voor de bijkomende dotaties aan het SCK niet in de begroting waren ingeschreven, gaf de Inspectie van Financiën een negatief advies. Na een positief advies van Begroting heeft de vorige regering besloten om toch in MYRRHA te investeren. Ik zal aan de minister van Begroting vragen of hij het advies ter beschikking kan stellen.

14.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Het lijkt mij aangewezen om op korte termijn het verslag van de Inspectie te bezorgen aan de commissie Bedrijfsleven, zodat we in alle transparantie een debat over het MYRRHA-project kunnen voeren.

Het incident is gesloten.

15 **Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de campagnes van het Nucleair Forum" (nr. 3709)**

15.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Naar aanleiding van de ramp in Fukushima stellen ook veel mensen in België zich vragen over de nucleaire veiligheid. De minister van Binnenlandse Zaken heeft samen met het Agentschap voor Nucleaire Controle een informatiecampagne opgezet met het oog op een grotere zelfredzaamheid van onze burgers.

Het Nucleair Forum is een organisatie die niet bepaald uitblinkt in eerlijke en evenwichtige informatie. De minister heeft me nog in december gezegd dat hij het SCK en het IRE heeft gevraagd om zich uit de campagne terug te trekken, tot nu toe echter zonder gevolg.

Heeft hij bijkomende initiatieven genomen inzake de deelname van het SCK en het IRE aan het Nucleair Forum? Zal hij deze organisaties opnieuw vragen om zich terug te trekken uit de campagne? Doen zij dat niet, zou hij dan bereid zijn om de dotaties in de begroting 2011 te verminderen met het bedrag dat zij nu investeren in de misleidende campagnes van het Nucleair Forum?

15.02 Minister **Paul Magnette** (Nederlands): De jaarlijkse bijdrage van het SCK en het IRE aan het Forum bedraagt ongeveer 3.800 euro per jaar. Beide instellingen doen dit naar eigen zeggen met eigen inkomsten en zien hun deelname aan het Nucleair Forum als een meerwaarde in het raam van de eigen activiteiten. Ik had de respectievelijke regeringscommissarissen gevraagd om ervoor te zorgen dat de toelagen zouden beperkt blijven tot de bijdrage of tot concrete, precies omschreven doelstellingen. Ik ben niet op de hoogte van een nieuwe campagne van het Belgisch Nucleair Forum. Als de twee organisaties een bijdrage zouden leveren voor een campagne die niet beantwoordt aan hun bijzondere opdrachten, dan ben ik bereid om een dotatievermindering te vragen.

15.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): De minister lijkt dus ook niet zo gelukkig met de deelname van het SCK en het IRE aan die misleidende campagnes van het Nucleair Forum. Ik ben blij dat hij bereid is tot eventuele stappen in een dergelijk geval.

Het incident is gesloten.

16 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "het verlof voor opdracht van een ambtenaar van de Algemene Directie Energie en de jaarlijkse bijdrage die de Directie sinds december 2006 aan het Internationaal Energieagentschap betaalt" (nr. 3712)**

16.01 **David Clarinval** (MR): In zijn tijdschrift *Diagnostic* (nummer 286 van maart 2011) stelde GERFA dat de dienst Externe betrekkingen van de Algemene Directie Energie een verlof voor opdracht van twee jaar heeft toegekend aan een ambtenaar met het oog op haar detachering naar het Internationaal Energieagentschap (IEA) in Parijs, terwijl ze tegelijkertijd werd gereffecteerd als IEA-coördinator bij de FOD Economie te Brussel.

Een jaar geleden heeft u geweigerd me de contracten te bezorgen van de twee deskundigen die in dienst werden genomen door het IEA (zie *Beknopt Verslag* 52 COM 860, blz. 12). U heeft me nooit een afschrift willen bezorgen van de overeenkomsten die sinds 1 december 2006 de verhouding tussen het IEA en de AD

Energie regelen. De studies die werden uitgevoerd in het kader van de jaarlijkse subsidie (300.000 euro sinds 2006) hebben we nooit te zien gekregen. U had verklaard dat het ging om een Belgische bijdrage ter financiering van een maandloon voor een niveau A5 (15.000 euro), van drie maandlonen voor een niveau A3 (30.000 euro) en van publicatie- en reiskosten (5.000 euro).

Het is echter wel een verontrustend toeval dat de brutowedde van een adviseur samen met de detacheringspremie ongeveer 50.000 euro per jaar bedraagt, hetgeen overeenkomt met de situatie van de betrokken ambtenaar.

Klopt mijn informatie over die ambtenaar? Kan die ambtenaar tijdens haar dienstverlof nog hiërarchisch gezag uitoefenen over de ondergeschikte ambtenaren van de dienst Externe betrekkingen?

Zou u me, teneinde elke mogelijke verdenking van misbruik van subsidies te kunnen uitsluiten, alle overeenkomsten die sinds 2006 werden gesloten tussen het IEA en de AD Energie, evenals de studies die in 2007, 2008, 2009 en 2010 werden uitgevoerd, kunnen bezorgen? Zou u me tevens kunnen meedelen welk voordeel de Belgische gasmarkt en de gasterminal in Zeebrugge van die samenwerking hebben gehad? Kan u me voorts de boekhoudkundige documenten overleggen, waaruit blijkt dat de Belgische subsidies wel degelijk werden gebruikt om de lonen te betalen van de twee deskundigen die door het IEA in dienst werden genomen? Wat is er met deze twee deskundigen (een Italiaanse en een Australiër) gebeurd?

16.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): De ambtenaar over wie u het heeft, genoot verlof wegens opdracht als deskundige inzake Europese en internationale energievraagstukken, maar ze werd niet bij het IEA in Parijs gedetacheerd. Dankzij die opdracht kan ze de coördinatietaak inzake het Europese en internationale energiebeleid bij de FOD Economie naar behoren uitvoeren. Ze valt onder de Belgische belastingregeling en geniet de bij haar functie horende wedde. Ik zie geen enkele reden waarom betrokkene geen leidende functie zou kunnen uitoefenen.

Dit verlof wegens opdracht als deskundige is geen alleenstaand geval bij de administratie. Inzake de storting van de vrijwillige bijdrage aan het IEA wordt een koninklijk besluit opgesteld.

De uitgevoerde studies staan ter beschikking van het grote publiek en kunnen via *The Online Bookshop* van het IEA worden aangekocht. In die studies komen volgende onderwerpen aan bod: de specifieke gegevens van de Europese gasmarkt, de invloed van de hoge gasprijzen op de investeringsprojecten en de reactie van de markt op de gascrisis tussen Rusland en Oekraïne in januari 2009.

De vereffening van de basisfondsen op voorlegging van bewijsstukken door het IEA wordt voorgelegd aan de stafdienst Budget & Beheerscontrole van de FOD Economie (die onafhankelijk is van de AD Energie), die er voorafgaandelijk zijn akkoord aan hecht.

De mandaten in het IEA – wat de federale ambtenaren betreft – worden onbezoldigd uitgeoefend.

16.03 **David Clarinval** (*MR*): Er rijst een probleem met betrekking tot het hiërarchisch gezag van de persoon in kwestie, die haar taak bij de dienst Externe betrekkingen blijft uitvoeren, terwijl dat verlof voor opdracht de facto haar statutaire activiteit opschort.

De tekortkomingen van de Algemene Directie Energie zijn al uitgebreid aan bod gekomen in de pers. Zo wordt de prospectieve studie over gas, een lacunaire tekst van 23 bladzijden, als amateuristisch afgedaan. Met het bedrag van 300.000 euro dat werd bestemd voor studies over de gashub in Zeebrugge, had de Algemene Directie Energie een meer professionele tekst over die problematiek kunnen afleveren.

Ik wil dat er meer klaarheid geschapen wordt in dit dossier.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3716 van de heer Calvo, vragen nrs 3654 en 3655 van de heer Vercamer, vraag nr. 3624 van mevrouw Smeyers en vraag nr. 3594 van de heer Schiltz worden uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.21 uur.